22 SEPTEMBRE 2010

Institut Europa Varietas (EuVI)

Créé par la Fondation Europa Varietas, l'Institut Europa Varietas est un centre international de recherche de relations internationales basé sur un réseau indépendant.

www.europavarietas.eu

Dr. András István Türke (éd.)

De la présidence slovène à la présidence polonaise

Analyses de l'EuVI N°8.

Analyse des présidences du Conseil de l'Union européenne, étude comparative des processus de préparation des Etats-membres entre 2008-2011.

ISSN 2061-9812

Dr. András István Türke (éd.)

De la présidence slovène à la présidence polonaise

Analyse des présidences du Conseil de l'Union européenne, étude comparative des processus de préparation des États-membres entre 2008-2011, avec une attention particulière pour la présidence hongroise

Auteurs :
Anikó Bródy
Zsolt Horbulák
Dr. Hortenzia Hosszú Ph.D
Torbicka Kinga
dr. Dávid Pusztai
Dr. András István Türke Ph.D
Katalin Velich

Préparé à la publication par :
Róbert László Holndonner

© 2010 Fondation Europa Varietas

© András István Türke, Anikó Bródy, Róbert László Holndonner, Zsolt Horbulák, Hortenzia Hosszú, Torbicka Kinga, Dávid Pusztai, Katalin Velich

Tous droits réservés pour tous les pays. All rights reserved for all countries.

SOMMAIRE

Introduction 4

I. Les phases de préparation, dessin de la situation de la politique intérieure des États 6

II. Les statuts financiers et politiques 12

III. La répartition des objectifs et des tâches entre les présidences - les trios 17

IV. La question des intérêts nationaux et les priorités communautaires 20

V. La PESC, la PEV et la question de l'élargissement 28

VI. Le bilan des présidences 30

Conclusion 37

Introduction

La Hongrie se chargera de la tâche de la présidence européenne entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année 2011. Elle sera le „dernier" du modèle trio après les présidences espagnole et belge. Même en tant que jeune membre et malgré le fait que sa capacité institutionnelle n'est pas aux niveaux des États-membres fondateurs de l'Union, la Hongrie pourra relever le défi que représente la présidence. Ceci contribuerait à ce que la Hongrie puisse s'intégrer encore plus profondément dans le corps européen. Il est connu: le véritable défi d'un nouveau membre est de préparer et d'exécuter une présidence européenne.
La présidence contribuera à ce que le système des institutions de l'administration publique et d'autres domaines se dirigent vers une conformité européenne – ceci pour un fonctionnement plus efficace, d'autre part cela pourra impliquer les Hongrois dans le processus de l'intégration européenne. La présidence pourra attirer l'attention sur les questions communautaires.

Outre les possibilités, la présidence réserve égelement des défis. La clé de la réussite est la préparation adéquate et le traitement des risques politiques, aussi bien au niveau européen que national, qui pourraient affecter la présidence. De ce point de vue, la préparation va bon train, mais en même temps il faut être prêt à redessiner les plans politiques et spécifiques en cas de besoin. Il faut suivre de manière flexible les événements quotidiens afin de pouvoir modifier les différents plans de route. Ce dernier est valable aussi bien pour la phase préparatoire que pour la présidence elle-même.

Un autre facteur non négligeable de la réussite de la présidence européenne est de connaître et de mettre en valeur les résultats et et les priorités des présidences précédentes. De plus, il faut être lucide quant aux priorités de l'ensemble de la communauté européenne. Il est très important de savoir adapter les bons modèles de fonctionnement. Il faut tirer les conclusions des autres présidences, travailler avec les modèles qui marchent bien et éviter les pièges déjà connus. Il ne s'agit pas seulement de représenter les intérêts européens, très importants certes, mais il faut également savoir naviguer entre les différentes possibilités, ainsi que trouver les moyens des compromis. Il est primordial de créer l'équilibre entre les intérêts particuliers des États-membres, et effectuer des accords multilatéraux appelés *package deals*. Cela demande la connaissance approfondie des différents domaines sensibles des différents États-membres.

Un autre facteur très important quant à la présidence hongroise est de savoir par quels moyens peut la Hongrie profiter de cette expérience particulière. Le plus important est de créer une nouvelle image. Une réussite de la présidence contribuerait à ce que la Hongrie puisse se redéfinir au niveau européen et international. Pour cela il faudra effectuer un travail constant et non une politique de marketing commune. Ainsi Budapest pourrait

regagner la confiance des autres États-membres, une confiance qui s'est affaiblie ces dernières années.

Ces compétences et connaissances sont très importantes pour atteindre le but de la présidence hongroise, notamment d'obtenir une telle position qu'il soit plus facile de se positionner dans le futur et dans l'ensemble de l'Union européenne. Autrement, sans connaissances spécifiques approfondies, la Hongrie, même au sommet temporairement, au moins pour la période de la présidence, pourrait se retrouver en position périphérique.

L'objectif de ce travail est d'étudier les différentes présidences et leurs phases préparatoires, en faisant une analyse comparative des présidences d'entre 2008 et 2012, donc de celle de la Slovénie à celle de la Pologne. Le but alternatif de cette étude est d'aider les différents pays à préparer leur présidence.

En un premier temps les conditions de la politique intérieure seront présentées ainsi que les différentes étapes du préparatif à la présidence.
La deuxième partie aidera le lecteur de connaître les conditions financières et les champs d'action des différentes institutions nationales de l'administration publique.
Cette partie sera suivie de la présentation du modèle du trio et de la répartition des objectifs poltiques et économiques. Dans cette partie il se révèle très important de présenter l'expérience du modèle du trio à travers des exemples concrets.

Dans la quatrième partie sera présenté comment les États-membres peuvent harmoniser leur présidence européenne avec la représentation des intérêts nationaux. La présidence européenne est indétachable des priorités des membres. La question est comment peut un État naviguer entre ses priorités politiques et les intérêts communautaires? Quels sont les point communs? Pour voir cela des détails précis seront donnés.
Dans la cinquième partie sera traité le sujet de la politique étrangère et de sécurité des différentes présidences. La présidence donne également accès à restructurer sa politique régionale, donc peut améliorer sa politique vis-à-vis des États voisins. Toujours dans cette partie est traité le sujet de l'élargissement et sa conception qui varie selon les États et selon les gouvernements différents des États-membres.
Dans la dernière partie, logiquement, une analyse sera présentée du bilan des différentes présidences, notamment de celle de la Slovénie, de la France, de la République Tchèque, de la Suède, de l'Espagne et en partie de la Belgique actuellement en cours.

Budapest, le 22 septembre 2010.

I. Les phases de préparation, dessin de la situation de la politique intérieure des États

Pour un État-membre de l'Union européenne se charger du devoir de la présidence représente un tel défi – logistique et politique – que même un „ancien" État-membre doit s'y mettre entièrement. L'avantage de ces derniers est qu'ils ont déjà de l'expérience dû au fait qu'ils avaient déjà été à plusieurs reprises chargés de la présidence.

Ainsi lorsque la Slovénie a été le premier État fraîchement adhéré à l'Union européenne en 2004, un État relativement petit, nouveau, donc sans expérience politique devait reprendre le fil.

Comme la Slovénie était un des dix nouveaux membres adhérés en 2004, les anciens États-membres avaient la possibilité d'examiner „la maturité européenne" des nouveaux membres d'après leur capacité de former la politique communautaire et leur faculté d'organisation. Cette présidence était l'épreuve des nouveaux en quelque sorte.

D'un autre point de vue, la présidence slovène profitait de l'avantage de mettre en oeuvre la présidence en trio avec l'Allemagne et le Portugal.

La politique slovène voyait clairement à quel point cette tâche avait de l'enjeu ainsi elle voyait également qu'elle avait une responsabilité particulière de double nature. D'une part la présidence slovène devait faire entrer la Slovénie dans l'espace politique actif dans les dimensions européennes, donc non au niveau des discours politiques mais dans la politique concrète et réelle. D'autre part elle avait une responsabilité particulière vis-à-vis les autres nouveaux membres. L'entrée réussie de l'un des nouveaux membres sur la scène politique européenne faciliterait grandement la tâche des autres.

Au niveau de la politique intérieure slovène ce qu'il fallait avant tout éviter, était de mélanger les questions européennes et celle de l'exécution de la présidence avec la campagne électorale en cours. La Slovénie remplissait le rôle de président durant la période allant de janvier à juin 2008. Les élections législatives ont eu lieu en septembre. Le cabinet Jansa avant la présidence avait proposé un accord politique aux différents partis selon lequel la présidence et les questions européennes ne devraient pas être évoquées pour des raisons politiques précalculées avant les élections. L'accord n'a pas été signé par tous les partis politiques mais tout de même, les acteurs de la politique slovène ont respecté les règles élémentaires. Les plus grandes forces politiques ont même coopéré pour la réussite commune. Finalement malgré une présidence réussie, le cabinet Jansa a perdu les élections.

En tout cas la présidence slovène peut servir de référence aux autres membres de la région des PECO.

La Slovénie a adhéré à l'Union européenne et a l'OTAN en 2004, est entré à l'espace Schengen en 2007, en la même année elle a introduit la monnaie européenne. Le pays ex-yougoslave a déjà préparé sa stratégie de communication en 2005, donc deux ans avant le commencement de la présidence, le 1er janvier 2008. La conception des priorités politiques était indétachable de la conception générale du trio Allemagne-Portugal-Slovénie déclarée déjà en 2006. Néanmoins le véritable programme de la présidence n'a été présenté qu'au mois de novembre 2007 au président de la Commission Européenne.

La France après l'an 2000 a de nouveau pris la présidence européenne en la seconde moitié de l'année 2008. Malgré les contraires politiques - habituellement - existants lors qu'il s'agit de la représentation de la France sur scène internationale, le gouvernement et l'opposition trouvent la plupart des cas l'accord nécessaire. Dans ce cas précis l'accord était assuré de différents facteurs externes.

Des dirigeants français sont à la tête d'un bon nombre d'instituts européens et internationaux. Jean-Claude Trichet est à la tête de la Banque centrale européenne, Pascal Lamy est directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et Dominique Strauss-Kahn est le directeur général du Fonds monétaire international (FMI). Trichet vient de la droite française tandis que les deux autres de la gauche, donc à l'origine ils seraient concurrents sur le podium politique mais dans ce cas ils ont contribué à ce que la présidence française soit une réussite politique.
(Il est à noter qu'entre la Banque centrale européenne et Nicolas Sarkozy président français la relation est très tendue, selon le président français les mesures sévères et rigoureuses de la Banque empêchent la croissance des économies nationales en Europe.)

Après 2005, lorsque les Français ont rejeté le traité constitutionnel lors d'un référendum, la politique européenne s'est retrouvée dans une véritable immobilité. Il était d'un fait que pour sortir de l'impasse il fallait attendre la fin de la présidence de Jacques Chirac. La préparation de la présidence européenne n'a commencé finalement qu'avec l'entrée sur scène du nouveau président de la république Nicolas Sarkozy en mai 2007. Le nouveau président a présenté aux ambassadeurs les priorités politiques de la présidence française le 27 août 2007.
La France est dotée d'une administration compétente et suffisamment grande pour faire face à de tels défis, donc l'exécution n'a pas connu de difficultés particulières.

La République Tchèque n'était pas dans une situation aussi stable. Le cabinet de Topolanek est entré en fonction d'après un accord politique qui lui assurait une majorité faible et relative. Ainsi la position de la République Tchèque en tant que président européen était très fragile. Comme préalablement attendu, le cabinet a dû céder sa place suite à la motion de censure introduite au mois de mars 2009. Jan Fischer a été élu premier ministre le 9 avril 2009, mais cela n'a pas vraiment rendu les positions tchèques solides. D'autant plus que Prague, dû aux luttes politiques acharnées entre gouvernement et opposition même en tant que président européen n'a pas ratifié à temps le traité de Lisbonne. Le motif de ce désagrément était un marché politique: le parti de droite (ODS) ne voulait pas voter la ratification jusqu'à ce que les sociaux-démocrates n'acceptent pas de donner feu vert au stationnement du système de radar américain alors faisant grand écho.

La ratification était prévue pour le mois de janvier, mais finalement n'a eu lieu que le 6 mai 2009. Mais ce retard et la tension qui venait avec a déterminé la présidence tchèque.
Outre les conflits entre gouvernement et opposition, un autre problème rendait la tâche de Topolanek difficile: Vaclav Klaus. En tant que république parlementaire le pouvoir est concentré entre les mains du gouvernement laissant un statut diplomatique et politiquement faible au poste du président de la république. Mais Klaus est un personnage connu et très charismatique. Il est très actif même sur le plan européen bien qu'il s'agisse

en lui d'un véritable „eurosceptique". Ainsi il ne pouvait pas être ignoré durant la présidence, d'autant plus qu'une grande partie du ODS, parti de gouvernement de Topolanek, soutenait ouvertement les propos du président Klaus.

Les travaux préparatifs pour la présidence tchèque ont commencé en janvier 2007, à partir de l'entrée en fonction du cabinet de Alexandr Vondra. Au même moment la section „spéciale présidence" a été fondée au sein de l'office du premier ministre.
La tâche principale de la présidence tchèque était finalement de préparer les plans économiques européens d'après le fait qu'auparavant, durant la présidence française un paquet de 200 milliards d'euros avait été voté par les membres pour relancer l'économie européenne.

En 2009, à partir du mois de juillet, après 2001, la Suède a de nouveau occupé le poste de président européen. Stockholm, d'habitude, dans les cas semblables témoigne d'une lucidité particulière concernant les quotidiens politiques et la relation gouvernement-opposition. Mais cette fois-ci l'opposition voulait affaiblir le cabinet suédois et l'attaquait ouvertement. L'un des motifs du conflit politique était l'idée de nomination de Carl Bildt ancien ministre des affaires étrangères au poste de commissaire européen au sein de la nouvelle Commission Européenne.
(L'opposition contestait fermement à ce que Bildt soit nommé. Finalement dans la seconde commission de Barroso, entrée en fonction le 10 février 2010, le commissaire européen délégué par la Suède était Cecilia Malmström.)

Le but déclaré de la présidence suédoise était de reconduire la Suède vers le „coeur" de l'Europe, telle était la directive du gouvernement suédois en fonction alors depuis 2006. Stockholm a commencé les préparatifs dès l'automne 2007 autour des thèmes principaux. Selon quelques analyses les Suédois ont commencé tard la préparation ainsi ils n'ont pas réussi à tout mettre en oeuvre. Le programme final n'a été présenté qu'en janvier 2009 mais sans les détails. Ceci a conduit les analyses externes à préconstater que la présidence suédoise aurait été plutôt d'un sentiment eurocritique.

Depuis l'adhésion de l'Espagne à l'Union européenne en 1986, Madrid a occupé trois fois la présidence européenne. Les présidences espagnoles ont été fortement caractérisées par les facteurs de la politique intérieure. Ainsi il est bien visible la différence de ton et de priorité entre les présidences de 1989 et de 1995 sous les gouvernements de gauche et celle de 2002 sous un cabinet de droite. Sous les socialistes l'image fédérale de l'Europe a joué un rôle déterminant tandis qu'en 2002 Aznar était un adepte de l'idée de l'Europe des nations.

En 2010 encore une fois un cabinet de gauche devait se charger de la présidence sous la direction de Zapatero. Le premier ministre espagnol avait la ferme volonté de se montrer en tant que véritable acteur de la scène européenne et non seulement de se charger du déroulement de la présidence. Le programme espagnol visait à résoudre de tels problèmes qui finalement nécessitaient une politique ouverte aux compromis et aux consensus. La réussite espagnole dépendait fortement de Zapatero qui devait se montrer sous un nouvel angle.

La commission chargée des préparatifs a été nommée en 2008. En même temps le ministère des affaires étrangères a commencé la série de consultation avec les États-membres concernés des futures présidences. Plus tard un bureau a été créé auprès de la chancellerie pour suivre de près les préparatifs.

L'une des tâches principales de la présidence espagnole était la préparation du sommet Euro-Méditerranéen en incluant le Maroc dans les préparatifs. Auparavant, le 28 avril 2009 l'Espagne et la France ont signé un traité bilatéral qui en réalité devait fixer le processus de CFSP/CSDP. Les deux pays ont également signé un accord qui visait à faire face aux conséquences de la crise économique mondiale. Zapatero finalement un jour après avoir rencontré son homologue français a présenté le programme final de la présidence espagnole lors d'une conférence de presse avec José Manuel Barroso.

En Belgique le secrétaire d'État du Ministère des Affaires étrangères, Olivier Chastel a été chargé de la coordination de la préparation de la présidence belge. Deux fois au cours de l'année 2008 en mai puis en septembre à Bruxelles Chastel a rencontré ses homologues espagnol et hongrois pour concevoir le plan de route du trio des trois pays. En Belgique une campagne d'internet d'une durée de deux mois a été organisée pour connaître les différentes opinions du publique belge. La présidence belge a failli être mise au péril à la dernière phase des préparatifs dû à la crise gouvernementale et aux tentatives de séparation de la Flandre.

Les préparatifs pour la présidence hongroise ont été influencés par le fait qu'à la phase finale des élections législatives ont eu lieu au printemps 2010. Pour garantir un travail constant une commission chargée de l'élaboration de la présidence avait été fondée par les cinq partis parlementaires en février 2008. Lors du travail préparatif la commission a distingué les thèmes selon deux concepts. Ainsi ont été désignés les thèmes consensuels et consultatifs. Dans la pratique la différence est que les thèmes consensuels donnent accès à formuler des points de vue communs tandis que les thèmes consultatifs ont pour but de mener des entretiens de manière continuelle.

Le premier regroupe les suivants: déterminer les priorités de la présidence hongroise, déterminer l'image, les symboles et les messages principaux ainsi que les question de la structure personnelle de l'organisation. De l'autre côté le domaine des thèmes consultatifs regroupe la communication hongroise et internationale de la présidence, le budget de celle-ci et l'organisation des programmes joints à la présidence. A la commission sont représentés les partis politiques parlementaires, le ministère des affaires étrangères, la chancellerie et un membre délégué du gouvernement.

Les travaux préparatif ont débuté en la première moitié de l'an 2007. Le premier pas concret était la nomination de la commission chargé de la préparation le 26 juin 2007. La direction de la commission était à la charge du ministre des affaires étrangères en partenariat avec les autres ministères concernés. Le but principal de la commission était de concevoir un plan de route selon lequel la Hongrie devait être prête à travailler pleinement dans le trio dès le début de l'an 2010. (Décret du gouvernement 2079/2007. - V.11.)

Pour assurer le personnel compétant, en un premier temps les différentes parties de travail ont été désignées selon les devoirs spécifiques. A la fin de l'an 2007 a été nommé le président de l'équipe de coordination regroupant 250 personnes. Au niveau de ressources humaines, à la fin de l'an 2008, l'équipe finale était prête. Au sein des ministères 600 personnes ont été désignées pour travailler dans l'organisation de la présidence. En même temps ont commencé les formations spécifiques – langue, compétence et autres. Au début de l'année 2010 au niveau personnel la Hongrie était prête à prendre le fil.

La présidence hongroise aura lieu en une période très mouvementée. Des tâches diverses spécifiques a grande importance politique seront inscrites à l'ordre du jour parmi lesquelles le débat sur le nouveau budget européen et la révision de la stratégie de Lisbonne. En pratique cela dit que les premiers plans du futur budget européen seraient présentés vers la fin de l'an 2010. Outre le budget, cette période serait marquée par l'harmonisation et la restructuration des politiques communautaires. Tout cela serait d'actualité durant la présidence hongroise donc du 1er janvier au 30 juin 2011. Ainsi tout le travail d'organisation sera à la charge de la Hongrie.

Durant la présidence hongroise deux sommets européens devront être organisés à Bruxelles auxquels participerons tous les États-membres représentés par les chefs d'État et des premiers ministres de l'Union européenne. Puisque cette période semble très chargée il se peut qu'un sommet devra être organisé à Budapest aussi. Dans ce cas, la présidence hongroise, tant au niveau administratif que logistique devra être entièrement prête à répondre aux critères européennes. Cela nécessite un système logistique compétant, une infrastructure informatique très performante ainsi qu'un personnel – interprètes, traducteurs, experts des affaires européennes – compétant d'un très haut niveau.

En Pologne, le 21 octobre 2007, le parti libéral (PO) de Donald Tusk remporte la victoire aux élections législatives en battant le PiS le parti conservateur des frères Kaczynski. Le cabinet de coalition formé du PO et du PSL, parti centriste n'a pas la majorité absolue au sein de l'assemblée polonaise (209 sièges sur les 460 au total).

Ce fait laisse prévoir que les préparatifs ainsi que l'exécution de la présidence ne seront pas menés sans aucune difficulté. Deux facteurs rendent la situation de Varsovie très délicate: d'une part le but politique ultime du cabinet polonais est de joindre la zone euro après 2015, d'autre part durant la présidence elle-même auront lieu les élections législatives donc les forces politiques seront entièrement préoccupées par les sujets de la politique intérieure.

L'élite politique polonaise a dû subir un véritable choque aussi. Le 10 avril 2010 le président polonais Kaczynski est décédé dans un accident d'avion près de Smolensk pendant son voyage en Russie.

Aux élections présidentielles anticipées Bronislaw Komorowski a gagné et est entré en fonction le 6 août 2010.

Le nouveau président est proche du premier ministre Tusk et ainsi peuvent mener une politique étrangère qui désormais va dans le même sens contrairement à la politique confrontative du président feu Kaczynski.

Les étapes différentes des préparatifs sont les suivant: en un premier temps les tâches ont été regroupées selon les spécialités, ensuite ont été désignées en 2007 déjà les 250 personnes chargées de l'organisation ainsi que le président du Conseil de préparations.
En 2008 le centre de la coordination a été fondé, les cadres nommés et ont débuté les entretiens avec le Danemark et le Chypre, les deux autres membres du trio.

En 2009 les devoirs spéciaux ont été distribués parmi les instituts impliqués dans les préparatifs, notamment le Ministère des affaires étrangères, la Commission de l'intégration et le Conseil des ministres. Les différentes formations ont eu lieu, et en même temps ont déjà commencé les consultations bilatérales avec la Hongrie qui précède la Pologne au poste de président européen.

Le plan de route a déjà été élaboré en 2009, en la fin de la même année Varsovie a présenté le programme et l'Agenda de la présidence polonaise. Le monitoring des projets de loi et des futures mesures européennes, en partenariat avec la Commission Européenne, a déroulé en la première moitié de 2010. En 2011 commencera le travail de coordination „officiel" avec Budapest, alors en poste, sera présenté la promotion de la présidence polonaise, sera conçu le site internet et Varsovie devra se charger de la direction de la Commission Européenne des Finances auprès du Conseil européen.

II. Les statuts financiers et politiques

La Slovénie a préalablement évalué les coûts de la présidence à 62 millions euros. Ce chiffre par rapport aux 74 millions d'euros qu'a coûté la présidence tchèque semblait légèrement sous-estimé. Selon certains experts du fonctionnement des instituts européens il n'est jamais possible d'évaluer à l'avance le coût final d'une telle mission. En très peu de temps tout peut changer et on doit suivre le chemin que les événements quotidiens politiques dictent. Cela oblige à organiser dans les meilleurs délais d'entretiens supplémentaires ou d'autres événements de nature protocolaire.
Il y a toujours des facteurs imprévisibles, donc le budget devrait toujours être plutôt sur-évalué que le contraire.

La partage des tâches de la présidence slovène était le suivant:
Concernant les affaires classées dans les domaines du premier et du troisième pilier de l'administration européenne, c'était l'Office du gouvernement des affaires européennes dirigé par Janez Lenarcic secrétaire d'État qui en était chargé. Quant au reste, donc tout ce qui était classé dans le deuxième pilier c'était la compétence du ministère des affaires étrangères.
La direction politique était entreprise par un „*Core Working Group*" qui était présidé par le premier ministre et ce dont était membre le ministre des finances et celui de l'administration publique entre autres. Les autres groupes de travail, les différentes commissions spécifiques étaient soumises au CWG mentionné. Les tâches concrètes étaient gérées par cinq groupes de projet selon le programme de la présidence, les affaires du personnel et des ressources humaines, la relation publique, les affaires logistiques et finalement le budget.

L'équipe finale de la présidence comptait 400-500 personnes et encore autant était le nombre de ceux qui travaillaient dans les secteurs des services. Par rapport à un tel projet ce nombre peut sembler loin d'être élevé mais la Ljubljana a pensé compenser le nombre bas par les avantages techniques de la communication et de l'informatique. Durant les six mois dans la pratique, les collaborateurs fonctionnaient en tant que véritables bureaux mobiles. De plus ils n'étaient pas soumis à un système de hiérarchie comme dans les ministères mais travaillaient selon les compétences et selon la fonctionnalité.
Les collaborateurs ont reçu des cours de langue supplémentaires d'anglais et français. Outre le nombre de ces 400-500 personnes dans l'administration publique 2800 personnes étaient encore chargés des affaires de la présidence, aux niveaux de compétence différents.
Le cabinet slovène a chargé encore 130 experts des domaines divers indépendants à assister à la tâche ainsi que 250 étudiants en tant que stagiaires.

D'habitude on peut distinguer les différentes présidences selon le lieu de fonctionnement, ainsi certains pays exécutent la présidence à partir des capitales nationales d'autres de Bruxelles directement. D'après le fait que la Slovénie est parmi les plus petits pays d'Europe ce qui auraient pu poser des problèmes de capacité, Ljubljana était en permanence en lien avec la représentation de la Slovénie à Bruxelles. C'est selon ce concept que les tâches ont été partagées.

D'autre part, une autre difficulté s'est présentée: jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, l'Union européenne au niveau international et au niveau institutionnel était représentée par l'État-membre chargé de la présidence et par ces instituts de représentation diplomatiques. La Slovénie n'avait pas un réseau mondial de représentation diplomatique, en particulier hors l'Europe et les États-Unis, ainsi elle devait charger d'autres États-membres de l'exécution des tâches liées à la présidence slovène.

Le budget de la France était celui d'un „grand État". Presque le triple du budget slovène, environ 190 millions d'euros. Les coûts du département de la communication seulement étaient d'un montant de 15 millions d'euros. Ce budget était même le triple de l'ancienne présidence française de l'an 2000. La présidence était coûteuse du aux multiples trajets du président Sarkozy, mais même les ministres français se déplaçaient beaucoup plus que d'habitude dans l'ensemble de l'espace européen. Le secteur privé a aussi contribué à la réussite de la présidence française. Les grands constructeurs d'automobile ont offert 100 voitures de grande valeur à la présidence française, non seulement par patriotisme, mais ayant peur que les voitures soient achetées d'un autre constructeur étranger, qui, à tout prix devait être évité.

Quant à la structure des tâches administratives de la présidence française, les éléments pouvaient être classés dans trois groupes distincts selon le rôle dans l'ensemble de l'organisation. Ainsi se distinguaient les éléments complexes, permanents et provisoires. L'exécution des programmes s'effectuait au niveau ministériel selon les thèmes hérités des autres présidences (par exemple les questions de l'énergie et climatique) et selon les propres initiatives telles que pacte sur l'immigration, toujours en coopération avec les partenaires suédois et tchèques du trio.
L'acteur principal au niveau administratif était le SGAE (Secrétariat général des affaires européennes) soumis au chef du cabinet français. Ce bureau était chargé de mettre au point et harmoniser les différents avis officiels français en les transmettant à Bruxelles de „voix unique".

Les préparatifs étaient à la charge du bureau de PFUE en fonction de juillet 2008 au 1er janvier 2009 sous la direction Florence Ferrari. Ce group de cinq personnes devait concevoir l'agenda de la coordination de la présidence, la structure de communication. Pierre Heilbronn était la personne intermédiaire entre les différents portefeuilles concernés, qui était responsable de la communication avec le Parlement Européen et du „lobby" des intérêts français auprès les différentes institutions européennes. Le conseiller du chef du cabinet chargé des affaires européennes Gilles Briatta travaillait également pour le PFUE.

Pour les affaires financières, domaine à part, un secrétariat général a vu le jour en juin 2007. Ce secrétariat était chargé, outre les finances, de la logistique sous la direction de Claude Blanchemaison. Cette organisation suivait de près toutes questions de finances et des comptes finaux.
La difficulté de la présidence française était le niveau complexe des compétences et des responsabilités. Bien qu'en premier lieu l'organisation ait été centralisée sous l'égide de Matignon, le président Sarkozy a tout de même créé des postes (Secrétariat d'État aux

affaires européennes) afin d'exercer un certain contrôle sur les événements et les préparatifs. Ceci a rendu difficile la communication entre les différentes parties.
La France a finalement bien répondu aux attentes et ainsi, malgré les complexités bureaucratiques l'Hexagone est revenu sur le plan international dont jouit encore la politique étrangère française. Chaque tâche a reçu finalement une unité d'organisation. Après les années Chirac, les années Sarkozy sont caractérisées par l'image de la France comme puissance mondiale incontournable.

La présidence tchèque avait un budget prévu de 3,3 milliards de couronnes tchèques, soit 124,5 millions d'euros. Cette somme était à l'origine partagée en deux, une moitié pour les préparatifs et l'autre pour l'exécution. Un milliard de couronnes étaient versés par le trésorerie, le reste par les budgets ministériels. Finalement le montant de la présidence était de 4,3 milliards de couronnes. Selon les analyses tchèques cette somme était au niveau des présidences slovène, finlandaise et autrichienne. Géopolitiquement ces pays sont environs au même niveau. (Superficie, nombre d'habitant, potentiel de l'influence politique, rôle et place dans l'ensemble de l'Europe.)
La majeure partie de la somme devait couvrir les frais d'organisation des deux sommets européens qui ont eu lieu à Bruxelles.
Les versements étaient divers: 280 millions de couronnes devaient couvrir uniquement les frais des objets à offrir. La présidence tchèque avait tout de même un soutien considérable de la part des sponsors comme Volkswagen, Avnet, DHL, Microsoft et autres.

Les différentes présidences peuvent être classées selon les compétences, ainsi il est possible de distinguer les modèles centralisé, décentralisé et mixte. Prague a choisi le modèle mixte, ainsi les offices du cabinet, l'office du président de la république, les ministères et les secrétariats ministériels travaillaient ensemble selon la nature des devoirs.

La présidence suédoise disposait d'un budget 890 millions de couronnes suédoises soit 80,1 millions d'euros. Le compte final montait à 971 millions de couronnes donc à 88 millions d'euros. Plus de la moitié du budget devait couvrir les frais des plus d'une centaines d'entretiens y compris des rencontres ministériels, conférences, séminaires et autres. Un autre domaine important de la présidence suédoise est que le budget devait couvrir les programmes culturels aussi, qui souvent ne figurent pas dans les programmes politiques des présidences proprement.
Les préparatifs étaient menés par Cecilia Malmström déléguée du Ministère des affaires européennes et coordonnées par l'Office du Premier ministre. Les ministères étaient chargés des préparatifs spécifiques selon les compétences et des domaines divers (agriculture, sécurité, immigration etc).
Les différentes tâches ont été harmonisées par le secrétariat central qui était à la charge de l'exécution des programmes sous la direction de Frederik Reinfeldt premier ministre.

La structure et la composition du secrétariat était la suivante selon neuf unités:
- management du secrétariat
- personnel de l'exécution (travaux d'enregistrement)
- bureau des finances et de la justice
- bureau de la sécurité et des transports
- bureau des préparatifs (immeubles, décorations etc.)

- bureau des préparatifs de l'informatique (télécommunication)
- bureau des préparatifs de logistique
- service de conférence (interprétation, traduction, protocole, hôtels etc.)
- bureau de la coordination des programmes

Le secrétariat de la communication était dirigé par Kristina Zetterström. Ce bureau de vingt collaborateurs devait organiser la communication intereuropéenne, le dialogue avec les citoyens européens, la communication entre les ministères et mettre au point la campagne visuelle de la présidence (site internet).

La représentation européenne de la Suède à Bruxelles devait organiser les rencontres au niveau ministériel et diplomatique au niveau des ambassadeurs.
La personne la plus active de la présidence était Carl Bildt ministre des affaires étrangères qui a maintes fois été critiqué pour le fait qu'il passait relativement peu de temps en Suède. (Certains disaient que même ses collègues proches ne pouvaient le suivre que via son blog personnel.) Selon la presse suédoise et européenne Bildt avait une mission personnelle notamment d'obtenir un poste de commissaire européen.

A partir de l'automne 2008, en Espagne un secrétariat a été fondé pour effectuer les préparatifs. Ainsi ce secrétariat devait organiser les rencontres diverses, les programmes spécifique et culturels, de l'harmonisation des lieux et dates.
Une commission a été créée auprès de l'office du premier ministre aussi. Ce bureau avait comme membres le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre de la chancellerie (en tant que chef de bureau) et les représentants de l'Espagne dans les institutions européennes.
La spécialité de la présidence espagnole était l'organisation du sommet méditerranéen en partenariat avec le Maroc. Madrid avait la ferme volonté de rapprocher le pays de la région du Maghreb à l'Europe sur les domaines divers tels que sujets politiques, économiques, et l'immigration.

Le budget de base de la présidence espagnole montait à 55 millions d'euros auquel s'ajoutaient les 18 millions d'euros versés par le ministère de l'intérieur et 10 millions du ministère des affaires étrangères. Les préparatifs ont demandé 23 millions d'euros dont plusieurs grandes entreprises ont pu profiter. La société Téléfonica Moviles a reçu 11,9 millions d'euros pour construire le réseau de l'informatique – internet, portables, assistance technique. La société Vitre Design était à la charge des meubles et des locaux et de l'organisation des conférences pour 2,9 millions d'euros. Le centre international de la presse à Madrid a demandé plus de deux millions également. Le personnel, hotêsses et l'organisation des réceptions nécessitaient 2,5 millions. L'interprétation a coûté 637 milles euros, la documentation de web plus de 655 milles et finalement la création du logo de la présidence a coûté 55 milles euros.

La Belgique doit calculer avec un budget de 90 millions d'euros. Les préparatifs étaient à la charge du secrétaire d'État du ministère des affaires étrangères Olivier Chastel. Le responsable de la présidence belge était Yves Leterme alors ministre des affaires étrangères – à partir du 25 novembre premier ministre et finalement à partir du 22 avril 2010 premier ministre chargé d'affaire donc en poste temporaire.

D'après les présentations des préparatifs de la présidence hongroise le budget de l'an 2010 était de 9 milliards de HUF (forint hongrois) et de 17 milliards en 2011 soit au total plus de 93 millions d'euros. De cette somme le montant strictement destiné à l'administration a été estimé à 60 millions d'euros. Les différents frais de communication et autres seront connus plus tard mais il est bien possible que la somme originalement prévue ne puisse pas couvrir la totalité des dépenses finales.

Le budget prévoit les coûts de l'organisation des événements et les dépenses de la représentation hongroise à Bruxelles ainsi que les sources des différents événements culturels liés à la présidence à but promotionnel. Durant la présidence hongroise en Hongrie plus de 150 rencontres ministérielles auraient lieu auxquelles s'ajoutent les plus de 50 conférences à thématique diverse également en Hongrie.
A Bruxelles plus de deux milles entretiens officiels seraient présidés par les envoyés hongrois. Selon les calculs Budapest pourrait disposer de 3 à 5 milliards de forints de soutien financier venant des différents sponsors.

Le premier pas était la création de la Commission chargée des préparatifs de la présidence hongroise. Cette commission est à la charge de la coordination des préparatifs et des événements liés à l'organisation. Le chef de la commission est le premier ministre, y sont délégués le ministre des affaires étrangères, le ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre des affaires sociales et le secrétaire d'État du personnel.
A partir de 2007 le travail du secrétariat de la commission était dirigé par Gábor Iván du Ministère des Affaires étrangères en position de secrétaire d'État.

Le plan financier de la présidence polonaise a été présenté au sein du programme conçu par le conseil des ministres en juin 2009. Ainsi au total 430 millions de zloty soit 103 millions d'euros sont destinés à l'exécution des programmes de la présidence dont 377 millions de zloty sont versés du budget d'État. Varsovie a pris pour références les présidences à partir de 2006 en particulier celles des nouveaux membres (Slovénie, République Tchèque et les préparatifs de la présidence hongroise) et les présidences considérées comme réussies notamment celles du Pays Bas, de la Finlande, du Danemark et de l'Allemagne.

Le Conseil des ministres a délégué le responsable des préparatifs le 15 juillet 2008. Le programme devait répartir les tâches selon les compétences et l'importance. Ce bureau est chargé de la structure des préparatifs, des cadres judiciaires, des priorités, de la logistique et non dernièrement des questions de finances. Y sont rattachés les questions de l'informatique et de la campagne de promotion.
Le délégué du secrétariat a défini la structure finale des préparatifs et de l'exécution des éléments suivants de manière hiérarchique:

- premier ministre/conseil des ministres
- la commission européenne du conseil des ministres
- le délégué du cabinet en charge de l'organisation administrative de la présidence
- commission de la logistique, de la promotion, du personnel et de l'administration.

III. La répartition des objectifs et des tâches entre les présidences - les trios

Le trio (Allemagne - Portugal) - Slovénie (2007-2008)

Le contexte politique de la présidence slovène était caractérisé par le fait que le pays ex-yougoslave était le dernier à représenter l'Europe des trois pays. Ainsi les grandes initiatives du trio étaient déjà à leur terme ainsi Ljubljana ne devait se charger que des tâches administratives pratiquement pour achever le travail du trio.
Le projet phare des trois présidences était le Traité de Lisbonne qui a été signé durant la présidence portugaise. Durant la période de la présidence slovène l'objectif principal était relié au processus de ratification de ce dernier. (Ce qui n'était pas sans difficulté d'après la suite.) Un autre projet sensible était l'élargissement de l'espace Schengen mais qui a été pratiquement résolu avant que la Slovénie commence la présidence.

Le trio France - République Tchèque - Suède (2008-2009)

Le cabinet tchèque outre les tâches de la présidence devait affronter des difficultés politiques intérieures aussi. Le cabinet du parti libéral de Topolanek n'avait pas la majorité et était enfermé dans un système de compromis avec les partis de l'opposition.
Pour assurer la réussite de la présidence tchèque Topolanek a fait recours à un pacte „secret" avec le président français Nicolas Sarkozy ce qui prévoyait de l'aide politique à condition que Prague continue à traiter avec attention particulière les thèmes chers à la France.

Une des conditions établies par Paris était la question de l'Union méditerranéenne. Ceci était un sujet sensible au point que même Topolanek en avait une opinion critique dû au fait que le cette question n'était pas étroitement liée à l'ensemble de l'Union européenne.
D'un autre côté la République tchèque n'était pas membre de l'Eurogroupe (groupe des pays de la zone euro) ainsi même étant chargée de la présidence ne pouvait pas assister entièrement, seulement avait un poste „observateur", aux entretiens visant à résoudre les conséquences de la crise économique mondiale.

Quant à la question du climat, sujet sensible alors en Europe, d'après le sommet de Copenhague, Sarkozy et Topolanek ont trouvé un accord selon lequel la France soutiendrait les intérêts particuliers de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque. Le but politique de Topolanek était que la question soit résolue avant 2008 donc la présidence européenne tchèque pour des raisons politiques intérieures déjà mentionnées.

Mais en novembre 2008, le texte du pacte „Sarkozy-Topolanek" des sources tchèques a été publié ce qui a mis dans une situation compromettante et politiquement embarrassante le président français. L'une des conséquences était que les initiatives du pacte ont échoué, l'autre que ceci a rendu la relation franco-tchèque très tendue. Les dirigeants tchèques ont accusé Paris de vouloir établir un „rôle principal" en Europe, c'est a dire d'être une puissance indépendante par rapport à la politique communautaire qui aurait un potentiel d'influence appuyé. Le président Klaus a accusé la France de vouloir rendre la présidence

tchèque sans poids et invisible sur le plan politique européen. Sarkozy a fait ensuite savoir que la France avait l'intention d'entreprendre une continuité pour résoudre la question du conflit entre la Russie et la Géorgie. Les tchèques ont interprété cela comme une volonté de la part de la Russie de trouver un accord avec les „grands" de l'Europe en ignorant les États-membres dits „petits".
A l'ambiance tendue s'ajoutait l'initiative d'un eurodéputé conservateur allemand qui avait proposé que la Suède échange la présidence avec Prague en période de crise économique mondiale qui avait un message politique semblable.

Ces problèmes politiques ont grandement influencé la relation franco-suédoise aussi. Les priorités politiques des présidences se transmettent en grande partie à la suivante. Cela demande un travail de coopération minutieux. Mais les conflits mentionnés ont résulté que les entretiens n'ont pratiquement pas eu lieu. Finalement dû à la campagne des élections européennes, Sarkozy a annulé la rencontre bilatérale prévue pour le 2 juin 2009 et a été remise au 3 juillet. Mais déjà la présidence suédoise avait commencé donc les initiatives françaises n'ont pas pu être adaptées au programme suédois.

Trois grands domaines étaient particulièrement sensibles. La Suède avait une prise de position très différente sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne que la France. Stockholm était beaucoup plus flexible sur le sujet - grandement motivé par le projet Nabucco.
De différents points de vue caractérisaient les questions économiques aussi. La France et la Suède s'opposaient sur le modèle libéral de la Suède tandis que ce dernier a accusé Paris de protectionnisme.
Et finalement la Suède a ignoré ouvertement le projet de l'Union méditerranéenne et se concentrait sur un modèle de coopération dans la région des Baltiques.

Le trio Espagne-Belgique-Hongrie (2010-2011)

La conception du système des trios a été motivée par la constatation que les nouveaux membres n'ayant pas le potentiel et la capacité nécessaire pour faire face à un tel défi soient assistés par des membres „anciens". La Hongrie donc se lancera dans la présidence suivant l'Espagne et la Belgique. Dès le début, la ferme intention des trois membres était de lier étroitement les préparatifs et les priorités ainsi que de coopérer durant les présidences. Les ministères des affaires étrangères des trois pays sont en relation permanente. Les trois pays ont des entretiens au niveau des premiers ministres, des ministres des affaires étrangères et des ministères concernés.

Pour la première fois les trois États ont choisi d'avoir un logo commun pour les trois présidences. Un autre projet était de concevoir un système de site internet relié aux trois mais actuellement ceci semble être beaucoup trop compliqué. Ces 18 mois seront également caractérisés par le modèle des groupes de conseil en coopération permanente. Ces groupes sont toujours présidés par celui qui occupe le poste de la présidence européenne.

Les trois thèmes principaux du trio sont les suivants:
- 2010 Année de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale,

- Revoir et tirer les conséquences en mi-temps du budget européen 2007-2013,
- Commencement des préparatifs du budget allant de 2014 à 2020.

Le trio Pologne(-Danemark-Chypre) (2011-2012)

La particularité de ce trio est que pour la première fois un État-membre adhéré en 2004, la Pologne serait la puissance „leader". Il est à ajouter que malgré cela, c'est toujours le Danemark qui dispose du plus d'expériences dans ce domaine. Une autre spécialité est que ces trois pays sont très différents selon beaucoup de caractéristiques politique, économique et historique. Le seul domaine où naturellement pourraient coopérer serait la politique maritime communautaire. Les consultations trilatérales ont commencé en 2008.

IV. La question des intérêts nationaux et les priorités communautaires

En un premier temps il est à préciser que les priorités des présidences peuvent être influencées par trois facteurs: les priorités établies par les trios, les facteurs imprévisibles donc des événements politiques-économiques spontanés et les intérêts nationaux des États-membres.

La présidence slovène a hérité d'un grand nombre de ses priorités des deux autres États, de l'Allemagne et du Portugal. Ces priorités ont plusieurs fois été révisées et actualisée. S'y ajoutaient les initiatives de Ljubljana donc le programme final a été composé de ces éléments différents. Le programme final comptait les thèmes suivants donc:

- le futur de l'Europe et les réformes institutionnelles
- le Traité de Lisbonne
- le lancement de la Stratégie de Lisbonne
- politique communautaire de l'énergie et lutte contre le réchauffement climatique
- la perspective européenne de la région des Balkans
- dialogue des cultures

Des groupes de travail ont été juxtaposés à chaque priorité dont les feuilles de route avaient été préalablement conçus.
Les priorités de la présidence française étaient regroupées en deux parties. Quatre grands thèmes étaient et dix thèmes spécifiques figuraient dans le programme présenté par Paris.
Ainsi les quatre sujets principaux étaient les suivants:

- Politique de l'énergie et lutte contre le réchauffement climatique
- Préparation du Pacte européen sur l'immigration et l'asile
- Préparation de la réforme de la Politique agricole commune
- Politique de la sécurité et de la défense.

Les dix sous-thèmes étaient les suivants:

- Union méditerranéenne
- Soutien européen des petites et moyennes entreprises
- Transport et trafic
- Politique communautaire de la ville et de la région
- Culture européenne
- Enseignement en Europe
- Santé européenne
- Politique de l'emploi et politique sociale
- Politique judiciaire commune
- L'Europe des citoyens

Il est à voir que les thèmes, outre l'Union méditerranéenne et la politique de la sécurité et de la défense, concernaient directement la politique intérieure française. Il est également à souligner que le sujet d'un éventuel élargissement de l'Union européenne n'a même pas été mentionné. Quant à la politique de l'énergie et lutte contre le réchauffement climatique

la France a pleinement accepté l'avis de la Commission Européenne (Paquet énergie et climat 23 janvier 2008). La France soutient l'exécution du projet.

La présidence française a pris l'initiative d'augmenter sensiblement le prix des quotas de l'émission de dioxyde de carbone et d'une nouvelle répartition des quotas entre les États-membres. Lors du sommet européen de Copenhague la France a réussi à dissiper les appréhensions des quelques États-membres sceptiques ou qui s'opposaient au projet. Finalement le sommet de Copenhague était un succès politique, mais les résultats restent néanmoins très contestés par les différentes organisations écologiques.

Le sujet sensible durant la présidence française était celui de l'immigration. La priorité française était d'empêcher l'initiative de l'Union européenne notamment la régularisation massive des immigrants. La France s'opposait au modèle de la réunification des familles, par contre soutenait l'idée d'un monitoring européen des pays membres au niveau du potentiel d'accueil et celle selon laquelle l'Europe n'accueillerait que les immigrés dotés d'une profession concrète et qualifiés. Cette dernière aurait également visé une immigration sélective, c'est-à-dire l'Europe aurait eu le droit de répartir les immigrés selon les manques de main d'oeuvre dans les pays membres. Pour cela une „carte bleu" aurait été créée pour justifier le statut légal des personnes immigrées. Lors de la Conférence sur l'intégration de Vichy (novembre 3-4 2008) les États-membres ont revu les mesures du Pacte sur l'immigration et l'asile mais aucune autre initiative n'ait été abordée finalement.

La présidence française a subi un échec aussi. Paris voulait la modification – baisse - du TVA dans le secteur de la restauration tout comme une augmentation dans le secteur du e-commerce. La baisse du TVA du secteur de la restauration était très chère aux Français depuis un certains temps, mais plusieurs États-membres s'y opposaient fermement dont l'Allemagne, le Danemark et la Suède. L'idée visant la hausse du taux de TVA du e-commerce a été rejetée à cause du Luxembourg.

La présidence tchèque a choisi officiellement trois thèmes principaux. Le premier était „l'Europe sans restriction". Ceci visait à supprimer le reste des mesures européennes qui empêcherait la véritable libre circulation des services, du capital, des marchandises, des personnes et des travailleurs. Cette initiative aurait visé la relance de la croissance en Europe et de l'Europe par rapport au marché mondial.
Prague avait la volonté de mettre en marche un programme européen qui aurait amélioré la situation des petites et moyennes entreprises en plein de crise économique.
Le troisième élément était la politique de l'énergie, plus concrètement la diversification des sources d'énergie et la construction de nouveaux réseaux.

Quant à la relation entre l'Union européenne et les États-Unis le facteur principal était la coopération sur le plan économique pour faire face à la crise économique mondiale.
La relation UE et la région des Balkans est passée dans une nouvelle phase, les consultations étant de plus en plus fréquentes.

Finalement la présidence tchèque avait la ferme intention d'entreprendre de changements considérables dans les domaines tels que les finances, le transport et le trafic, la

télécommunication, l'emploi et la sécurité sociale, l'agriculture, la culture, la communication audiovisuelle et la justice.

En tout cas l'objectif majeur de la présidence tchèque était le déroulement des élections européennes.
Les priorités et les thèmes généraux de la présidence suédoise étaient les suivantes:

- efficacité dans l'organisation européenne
- la transparence de la politique européenne
- le dialogue européen
- lutte contre le chaumage, nouvelle politique de l'emploi
- la réforme structurale de l'Union européenne et les institutions européennes.

Quant aux réformes le facteur déterminant à ce moment précis était le référendum irlandais, ses résultats et les conséquences politique qui aurait touché l'ensemble de l'Europe. En cas de refus le mécanisme européen aurait subi un véritable choque dont les conséquences auraient pu être spectaculaires. Ceci concernait le côté politique. Quant à l'économie, la Suède devait tout d'abord voir et analyser les conséquences de la récession mondiale, élaborer le plan de la croissance européenne d'après le modèle de la Stratégie de la Croissance de Lisbonne.
Un autre sujet à l'origine très cher à Stockholm et à la politique suédoise était la politique de l'énergie et du climat, la lutte contre le réchauffement climatique.
En décembre 2009 a eu lieu le sommet de Copenhague dont le défi était de convaincre les deux puissances qui, outre les États-Unis, émettent le plus de dioxyde de carbone donc la Chine et l'Inde de réduire considérablement leur émission.

Au sein du projet, appelé „Programme de Stockholm" une nouvelle coopération entre les polices nationales et une politique commune des douanes ont été élaborées. Le programme devait à revoir le sujet sensible, la politique de la migration aussi.
En récapitulant, la présidence suédoise était avant tout préoccupée par deux thèmes principaux, l'un étant la lutte contre la récession et les conséquences de la crise économique mondiale, l'autre, plus adéquat à la politique suédoise, était celui du changement climatique et des affaires écologiques. Ce dernier était le point fort de l'organisation de cette présidence.

La Suède a hérité d'un bon nombre de sujets sensibles des présidences précédentes de ce domaine. Durant la présidence le Conseil et le Parlement ont tous deux revu les sujets tels que le traitement des déchets électroniques, l'interdiction de l'usage de certains components chimiques dans l'espace européen, nouvelles mesures sur l'émission de CO2 de certains véhicules et finalement la mise en pratique des directives européennes quant à la construction de nouveaux bâtiments conformes à la stratégie d'énergie européenne.

Tout cela a suscité de grands débats virulents au sein de la communauté européenne car il s'agissait d'un sujet concernant lequel la Suède avait déjà une avance considérable par rapport aux autres pays européens – depuis 1990, la Suède a réduit son émission de plus de 9% déjà – de plus les nouvelles réglementations avaient des conséquences économiques et sociales graves.

L'Espagne se préparait pour la présidence avec la Belgique et la Hongrie. Les présidences espagnoles ont toujours été caractérisées par la politique intérieure, les intérêts nationaux, le caractère politique du cabinet et des circonstances géopolitiques régionales. Mais Madrid a toujours fait attention aux événements européens et aux conditions du processus d'intégration.

Dans les programmes présidentiels précédents les sujets de la politique étrangère européenne avait toujours un poids particulier.
Les trois présidences dirigée par Madrid avaient pour thème principal l'intégration et la relation entre les citoyens européens et le processus de l'intégration. Mais ces dernières années à la place des questions sur l'intégration il y a davantage de sujets pratiques économiques-politiques et sociaux, et même la nature de la représentation des intérêts nationaux a changé.

Quant à la relance de la croissance de l'économie européenne le Conseil européen devait intervenir de manière catégorique. Ceci était particulièrement important car au même moment de la présidence espagnole, l'Espagne a subi une chute de record du PIB, chute la plus importante depuis 1970.
Dans le programme espagnol a pris place le sujet des droits européens et leur représentation ainsi que le renforcement de la politique étrangère de l'Union hors l'espace européen. Quant aux relations internationales l'Amérique latine et l'Afrique ont occupé un rôle très important.

Les intérêts nationaux ont toujours été d'une importance particulière dans l'histoire des présidences espagnoles à la différence qu'un 1989 et 1995 ces intérêts étaient encore plus facilement adaptés à la politique européenne. En 2002 Madrid a choisi la représentation plus énergique de ces intérêts politiques, à l'image d'autres pays européens d'ailleurs, donc cet exemple n'est pas particulier. En quelque sorte le sens des présidences est de bien répartir les tâches selon les intérêts nationaux et européens.

Le thème principal de la présidence était l'adaptation du traité de Lisbonne, alors déjà ratifié, dans les quotidiens européens. Ainsi au même moment que de prendre le fil de la présidence et de faire face à un tel défi aurait pu mettre en danger le futur succès de Madrid. Mais selon les opinions diverses, l'Espagne a réussi à y faire face ainsi que de stabiliser son statut en Europe malgré le fait que la crise économique a sérieusement affaiblie le potentiel politique de Madrid.
D'autres sujets importants étaient encore l'Europe sociale et la lutte contre la violence familiale.

Le thème de la pauvreté et la lutte contre l'exclusion sociale étaient également à l'ordre de la présidence espagnole. La thématique sociale est toujours plus présente lorsqu'il s'agit de la gauche politique espagnole au gouvernement.
S'attache au troisième pilier le cercle des thèmes tels que droits de liberté, sécurité et justice en Europe qui pour la première fois a été évoquée sous le chef de cabinet Aznar en 2002.

Le but est toujours le même: rendre l'Europe plus sûre, plus sécurisée en harmonisant les tâches entre les différentes offices de sécurités européennes et nationales. Ceci est surtout expliqué par la nécessité de faire face aux menaces du terrorisme international.
Le fait que le sujet de l'immigration clandestine soit parmi les sujets les plus importants est dû au fait que le phénomène touche particulièrement l'Espagne.

Mais le thème principal était tout de même la crise économique mondiale qui avait des conséquences très graves en Europe. Pour y faire face, Zapatero a présenté un programme ambitieux qui a lancé l'idée d'une nouvelle structure économique et monétaire plus sûre.
Selon les espagnols après la crise l'Europe aurait besoin d'une nouvelle convention politique et sociale.

Les sujets comme la lutte contre le réchauffement climatique et l'importance des nouvelles énergies touchaient directement l'Espagne. D'une part au niveau de sa politique agricole qui devait être revue – l'Espagne reçoit énormément de subventions européennes – dans tous les domaines, donc dans celui de la pêche maritime aussi. D'autre part au niveau des conséquences qui touchent déjà l'Espagne. Dû aux changements climatiques de vastes régions souffrent de sécheresse ces dernières années au point que plusieurs grandes villes ont des problèmes d'assurer de l'eau potable durant les mois d'été. Ceci demande une intervention urgente et une nouvelle politique de l'énergie et des ressources naturelles.

Madrid était très actif au niveau de la politique étrangère aussi. Son intention était que l'Europe se présente de voix unanime et contribue à ce que les valeurs traditionnelles européennes se répandent. Les éléments principaux de ce dossier étaient les suivants:
- Sommet entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique, coopération trans-atlantique, relation économique et politique
- Sommet entre l'UE et les pays d'Amérique Latine et la région des Caraïbes (ALC)
- Union méditerranéenne, - Turquie, Pays maghrébins, Proche-Orient
- Sommet entre l'UE et Afrique – a eu lieu sous la présidence belge
- Relation UE-Russie

Finalement, la présidence espagnole avait l'intention de rapprocher l'Europe aux citoyens européens. Ceci a toujours été un point cardinal de l'Espagne et le fait de représenter au niveau européen est un trait caractéristique des présidences espagnoles.
La présidence belge a suivi la présidence espagnole non seulement de manière chronologique mais selon la volonté politique de rapprocher les citoyens a l'Europe et à ses institutions mais surtout a l'idée originale de l'Europe. Durant les préparatifs déjà le gouvernement belge a assuré l'accès aux citoyens de participer à l'organisation et de donner les avis sur l'internet.

Quant aux objectifs principaux de la présidence, la Belgique a énuméré les suivants:
- réviser la stratégie de Lisbonne afin que l'UE soit mieux à même de surmonter la crise économique, restaurer une croissance durable, un taux d'emploi plus élevé et une meilleure compétitivité
- surveiller davantage les marchés financiers
- élargir l'agenda social et le centrer sur les jeunes, sur la lutte contre les discriminations de genre et la lutte contre la pauvreté

- avancer sur les dossiers de l'énergie et du changement climatique
- faire de l'UE un espace de liberté, de sécurité et de justice (programme de Stockholm) encore plus développé
- établir une politique européenne globale en matière d'immigration et d'asile
- assurer une représentation extérieure de l'UE plus cohérente et efficace
- mettre l'accent sur la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales

La tâche primordiale est la révision de la stratégie de Lisbonne, reformuler les priorités européennes surtout concernant la politique européenne de recherche et de développement. La présidence belge doit également revoir les processus de Copenhague et de Bologne. L'année 2010 est celle de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Belgique doit y mettre l'accent en donnant une priorité aux sujets comme enseignement et formation professionnelle.

Quant aux questions sur les problèmes de réchauffement climatique la Belgique doit organiser la représentation européenne au 10ème Sommet de la biodiversité au Japon à Nagoya.
Dans le domaine du troisième pilier Bruxelles serait chargé d'élaborer le Plan d'action de Stockholm qui est censé remplacer du Programme de la Haye. L'accent serait mis sur les droits de l'homme, la lutte contre le terrorisme international et la sécurité des frontières européennes.
Durant la présidence il faudrait revoir les différentes parties du budget européen de la période de 2007-2013. Et finalement Bruxelles doit se charger de la préparation du nouveau traité bilatéral avec la Russie.
Comme il a déjà été mentionné, la Belgique se charge de l'organisation du sommet UE-Afrique.
Quant au SEAE, la Belgique doit tout faire à ce que le nouveau système soit prêt à fonctionner à partir du 1er janvier 2011. Sachant que ce projet a eu des retards, il se peut que la Hongrie soit également chargée de la mise en place.

La Belgique dans son programme a fixé des objectifs beaucoup plus pratiques que les questions de la grande politique européenne comme par exemple la lutte contre le trafic des armes à feu, lutte contre la délinquance, la sécurité aux événements sportifs, surtout football, la sécurité dans les parkings des autoroutes. Ceci montre la volonté de la Belgique de se concentrer sur les sujets qui ont un rapport direct avec les citoyens européens. Bruxelles, comme précédemment Madrid a mis l'accent sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs et la défense des victimes.

La Hongrie sera le dernier des trois pays à présider ce qui peut en quelque sorte faciliter la tâche de Budapest. 80% des objectifs sont déjà définis dans l'ensemble du trio mais le reste, les 20% présentent l'avantage de formuler et communiquer les priorités, les objectifs de la Hongrie. Pour la première fois dans l'Union européenne, Budapest aura les moyens politiques de faire connaître ses intérêts nationaux. Le programme final doit être présenté en décembre 2010.

La Hongrie a parmi ses objectifs principaux le cas des minorités en Europe, la politique de l'eau d'après le projet du Danube.

Après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne la présidence hongroise commencera à occuper ce poste dans un climat politique stable. Selon l'agenda ce serait durant la présidence hongroise que devrait avoir lieu l'examen de la stratégie de Lisbonne et par la suite il faudrait présenter la nouvelle stratégie. L'avantage de la signature d'un nouveau document à Budapest est que dans la suite le document pourrait porter le nom de Budapest ce qui aurait une valeur diplomatique.

La tâche la plus importante de la présidence hongroise sera la consolidation de l'économie européenne ainsi que de commencer les préparatifs du futur budget européen 2014-2020. A la question du budget se joint l'objectif de l'exécution de la stratégie Europe 2020.
Budapest devra se charger de l'organisation du premier débat sur le futur budget qui sera certainement très mouvementé et qui aurait lieu à la capitale hongroise. Un autre sujet très important est que durant la présidence hongroise commencera le débat de la suite de la politique agricole commune.

Le fait que la Croatie a forte chance de s'approcher dinamiquement à l'adhésion l'Union européenne durant la présidence hongroise pourra donner un nouvel élan à la politique régional des PECO. La Hongrie a toujours été favorable à l'idée de la Croatie membre de l'Union européenne.
Un autre événement important est attendu, notamment l'adhésion éventuel de la Roumanie et de la Bulgarie à l'espace Schengen. Tout cela ouvrira la voie large devant les intérêts hongrois quant à la stabilité politique de la région. L'année 2011, l'année des présidences hongroise et polonaise. Les deux États ont l'intérêt politique d'ouvrir la politique étrangère vers les autres pays orientaux de l'Europe, tels que Moldavie, Ukraine. Outre les possibilités économiques, les deux pays membres ont l'intérêt de faire face aux conséquences de la crise économique dans une ambiance positive dans la région.
A ce projet les deux pays voudraient impliquer les deux autres pays du Groupe de Visegrad, donc la Slovaquie et la République Tchèque.

La Stratégie de la Région du Danube - L'objectif principal de la présidence hongroise est la stratégie danubienne. Cette stratégie vise la coopération économique et politique entre les pays reliés par le fleuve Danube. Cette nouvelle région formerait un nouveau groupe politique européen aux intérêts régionaux.
D'un autre point de vue, le Danube symbolise l'eau, l'élément naturel, donc à travers cet élément l'attention pourrait être attirée sur les questions de la protection de l'environnement et de la nature.
Le but est que les autres États-membres approuvent cette nouvelle formation en juin 2011, donc encore sous la présidence hongroise. L'enjeu diplomatique est de présenter ce projet aux autres États-membres qui n'en serait nullement concernés et éviter que d'autres pays y voient une éventuelle concurrence politique. Cela demandera une habileté diplomatique particulière.

La présidence hongroise sera chargée de la révision de la Stratégie européenne du développement durable et de la préparation de la Stratégie européenne de la diversité naturelle et celle du 7ème Plan d'action européen de la protection de la nature.

La Commission Européenne a l'intention de présenter les documents d'une nouvelle politique européenne de l'eau dont les préparatifs commenceraient sous la présidence hongroise.

Les minorités, et les droits des minorités seront l'un des thèmes particuliers de la présidence hongroise dû au fait qu'en Europe c'est la minorité hongroise qui compte le plus de personnes vivant dans les pays autour de la Hongrie. Ainsi la délégation hongroise chargée des préparatifs a préalablement demandé que les sujets comme la politique régionale fondée sur la subsidiarité et la décentralisation soit traité avec attention et ait une place importante dans l'ensemble du programme.

Le programme stratégique commun du trio Espagne-Belgique-Hongrie est la politique de l'énergie d'après le fait que la libéralisation du marché énergétique européen aurait lieu sous ces présidences.

Le seul point problématique entre les trois membres du trio était lié aux questions budgétaires. La Hongrie aurait l'intérêt de maintenir le système actuel des subventions même après 2013. La Belgique n'en est pas réellement concernée, étant membre fondateur ne reçoit pas de subvention. Le cas de l'Espagne est plus délicat. L'Espagne a largement profité des subventions après avoir joint la zone du Marché Commun mais maintenant n'a pas l'intention d'y contribuer plus.

Les priorités de la présidence polonaise ne sont que partiellement connues. Ce qui est sûr est que le sujet du budget européen 2014-2020 en sera un élément central ainsi que la politique agricole commune qui concerne de près la Pologne. Quant à la politique étrangère, la Pologne continuera certainement la politique régionale que la Hongrie entreprendrait des janvier 2011. Etant concernée, la Pologne sera active sur le sujet de la coopération des États-membres des Baltiques. Finalement Varsovie devra prêter attention aux questions de la politique commune de l'énergie.

Les priorités pourront changer bien entendue d'après les résultats des entretiens avec le Danemark et le Chypre déjà en cours. Le programme final sera présenté au printemps 2011. Quant à la politique étrangère à moyen terme, le trio devra commencer - ou continuer - les entretiens sur d'éventuel partenariat ou sur le processus d'adhésion avec les pays orientaux et du Sud, donc avec la Turquie, la Moldavie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Serbie, la Macédoine et le Monténégro.

V. La PESC, la PEV et la question de l'élargissement

Durant la présidence slovène le conflit qui a attiré l'attention du public européen était celui des frontières d'avec la Croatie. Le parlement slovène a déjà proclamé en 1993 son droit à la baie de Piran de la mer Adriatique. Le conflit s'est aggravé en 2008, et donc la Slovénie a décidé de bloquer le processus d'intégration de la Croatie (de nouveau, étant donné qu'en 2004 la Slovénie avait déjà fait recours à cette solution). La Slovénie a également évoqué la possibilité d'un référendum dont finalement le résultat en juin 2010 été le transmission du dossier vers le Tribunal International de la Haye.
Étant donné que la Slovénie est membre de l'Union et est doté d'un potentiel politique, les Slovènes veulent à tout prix régler ce problème avant que la Croatie soit membre. Zagreb accepterait l'idée que finalement ce soit l'Union européenne qui en décide, mais Ljubljana joue sur le temps, et refuse pour l'instant les compromis politiques ce qui retarde tout le processus. Une situation intéressante pourrait se produire lors de la présidence hongroise. La Hongrie soutient de plein coeur l'adhésion de la Croatie et pour cela la diplomatie hongroise essayera de mettre la pression sur la Slovénie afin d'ouvrir la porte devant le pays ex-yougoslave.

Lors des préparatifs de la présidence française, dès la fin 2007 et début 2008 il a été décidé que le but politique de PESD (Politique européenne de sécurité et de défense) serait au lieu des entretiens longues et souvent inutile, d'entamer une politique pratique et concrète. Ceci préfère des entretiens intergouvernementaux aux européens. Un autre projet était la définition des priorités politiques du domaine de la sécurité et de la défense en Europe. Ces initiatives ont finalement été bloquées en grande partie par la Grande Bretagne.
La France a également pris l'initiative de la conception Tervuren de la création d'un „QG Européen" mais Londres s'y opposait à nouveau. (Avant, Londres n'a pas soutenu l'idée d'un QG à Mons en France et a tout fait pour empêcher la création du quartier général civile du CSDP en 2007.) Mais grâce à l'habileté diplomatique française, le centre a été bâtie et vers la fin de la présidence française était déjà opérationnel.

L'idée de l'Union méditerranéenne est née en 2005 au sein du processus de Barcelone. A vu le jour officiellement le 13 juillet 2008 d'après le partenariat franco-égyptien. Pour l'instant son fonctionnement n'est pas entièrement défini mais la France y tient. Les pays non-concernés ont un scepticisme profond sur l'utilité du „nouveau venu". En même temps les nouveaux membres de l'Union européenne ont senti un certain éloignement de la France de la région des PECO, la France s'ouvrant visiblement davantage vers la partie sud-ouest de l'Europe. Un autre phénomène intéressant est que le cible potentiel de la diplomatie de la présidence française a été l'Inde d'après le traité sur le marché libre entre les deux pays.

La priorité de la République Tchèque était de rapprocher la région caucasienne (Géorgie, l'Arménie, Azerbaïdjan) à l'Union européenne. Assister à un processus éventuel de démocratisation de la Biélorussie et animer le dialogue avec l'Ukraine et la Moldavie. Quant à la Serbie, Prague soutenait son processus d'intégration car parallèlement les pays

européens espéraient que la relation diplomatique entre la Serbie et le Kosovo s'améliorerait.

L'objectif principal de Prague était de développer les liens commerciaux entre l'UE et des partenaires potentiels. Prague a rencontré des difficultés avec la Russie. Ne disposant pas de „réseau de connexion" la République tchèque n'a pas réussi à aboutir les entretiens, de plus les priorités européennes ne correspondaient nullement aux intérêts russes. Il est à savoir que le manque de confiance entre la Russie et l'UE s'aggravait ces dernières années dû au conflit entre la Russie et la Géorgie et la question du gazoduc Nord Stream.
Ce dernier à surtout influencé la relation entre la Suède et la Russie. Stockholm a refusé fermement l'idée de la construction du Nord Stream et a ouvertement soutenu l'Estonie lorsque ce dernier voulait déplacer les monuments de l'ancien URSS.

La présidence suédoise s'est concentrée sur l'organisation des rencontres diplomatiques avec la Russie, l'Ukraine, l'Afrique du Sud et l'Inde. Mais l'exécution des programmes prévus n'était pas sans difficulté. La Suède a sévèrement critiqué la politique russe pour l'intervention en Géorgie au point que Moscou a fait savoir que durant la présidence le ministre des affaires étrangères Carl Bildt serait persona non grata a Moscou.
D'une autre part la Russie a fait maintes fois savoir qu'elle n'était pas intéressée d'un accord global de l'Union européenne, elle préfèrerait des accord multilatéraux avec les États-membres et exige que nul n'intervienne dans ses affaires politiques intérieures et régionales. Finalement un accord est né à Stockholm le 16 novembre 2009 selon lequel les parts s'informent en cas de problème d'alimentation d'électricité, de gaz ou de pétrole. Le sommet UE-Russie a eu lieu deux jours plus tard, mais jusqu'au derniers moments le président russe hésitait y aller.

La politique étrangère de l'Espagne est un ensemble de trois priorités diplomatiques qui est composé de la politique européenne de l'intégration, des relations méditerranéennes de la région du sud-ouest qui comprend le Maroc également, et des relations avec les pays d'Amérique Latine. Le sommet de l'Union méditerranéenne en 2008 avait une importance particulière dans la relation hispano-marocain car d'après l'accord signé des deux pays, les liens commerciaux se sont intensifiés entre les deux pays.
La Pologne était dans une situation délicate. Dû à la politique conflictuelle de l'ère des frères Kaczynski, Varsovie même actuellement consacre beaucoup d'énergie et finesse diplomatique à améliorer la situation. La raison de la période „froide" était complexe. D'une part la Pologne était très proche des États-Unis et soutenait entièrement le projet des bases de radar installées en Pologne contre lesquelles la Russie protestait vivement. Mais le projet Nord Stream a également opposé les deux pays.

Une autre tension influence également la politique étrangère de la Pologne et c'est celle qui l'oppose à l'Allemagne pour des raisons historiques actualisées. La Pologne a décidé d'abandonner son statut pays ex-communiste et souhaite rejoindre le groupe des „puissances européennes". Cela se traduit en la volonté de mener une politique expansive dans les domaines de sécurité et militaire car la Pologne est très active dans les opérations militaires de l'OTAN et de l'ONU. En 2009 la Pologne a joint en tant que sixième pays européen le groupe EUROCORPS. Varsovie a des liens proches dans ce domaine avec la France.

VI. Le bilan des présidences

D'après la nature du modèle trio et d'après les réalités géopolitiques, Ljubljana a souhaité d'exécuter une présidence „bien" et non historique ou autrement particulière. Son but, selon les réactions diverses a été atteint. Les opinions ont constaté que dans l'ensemble la Slovénie a réussi à faire face à ses devoirs et a achevé la présidence d'une manière efficace et organisée. Ljubljana a su consacrer du terrain à ses intérêts nationaux mais a géré avec sang froid les événements internationaux – l'indépendence du Kosovo, émeutes au Tibet – aussi.
Par son fonctionnement la Slovénie a réussi à affaiblir les voix européennes sceptiques sur la faculté politique et d'organisation des nouveaux membres de l'Union européenne. Ceci a contribué à ce que le processus d'intégration monte d'un grade.

Suivant un processus politique, le Kosovo a déclaré son indépendence le 17 février 2008. La Slovénie ne l'a reconnu que le 5 mars donc après que plusieurs États-membres ont déja reconnu le nouvel État. En particulier les "grands" n'ont pas cherché le consensus européen même concernant un tel sujet. Ceci a démontré d'une manière spéctaculaire: le CFSP a de nouveau échoué.

La Slovénie a été ignorée par certains États européens pour une autre raison particulière aussi. Il a été su qu'au cours du mois de janvier, quelques semaines avant la déclaration de l'indépendence du Kosovo un diplomate américain a demandé à son homologue slovène de reconnaître le nouvel État en premier avant les autres membres.
Un autre point sensible était que le 12 juin de la même année l'Irlande a voté non au référendum sur la ratification du Traité de Lisbonne. Il est à ajouter que la gestion des conséquences du non irlandais était la tâche des présidences qui suivaient celle de la Slovénie.

La présidence française était dans une situation très délicate au niveau de la politique internationale. L'échec du référendum irlandais, le conflit de la Géorgie et la crise économique internationale ont contribué à la complexité de la présidence de l'Hexagone. Mais Nicolas Sarkozy a rapidement réagi et s'est concentré sur les points politiques essentiels en écartant bon nombre des éléments du programme original. Parmi les priorités européennes seule la politique de climat peut être considérée comme réussie en achevant le but du „3x20".

Quant à la politique sur la migration, il n'y a pas eu d'accord entre les États-membres. La réforme tant attendue de la politique agricole commune n'a pas joué non plus un rôle déterminant. Reste le sujet de l'Union méditerranéenne qui n'a été abordé que sous un aspect très réel: les subventions européennes. Ceci aurait pour conséquence qu'une partie des fonds européens destinés aux plans de développement des PECO soient coupée pour assurer des fonds à la nouvelle organisation.

La France a retransmis la problématique du Traité de Lisbonne aux présidences qui suivaient celle de Paris, en particulier à la présidence suédoise.

Un domaine particulier où la France a subi un échec était celui du TVA du secteur de l'hôtellerie en Europe. Le cas de l'Union méditerranéenne a été finalement assuré par l'Espagne qui en était également intéressée.

Le non irlandais a bouleversé l'administration européenne. Le processus du Traité de Lisbonne et les projets européens liés ont été mis à l'écart pour un certains temps. Entre autres, la France a également fait entendre son opinion sur la nécessité de bloquer le processus d'élargissement jusqu'à ce que l'administration et l'institution européenne se mettent en situation réglée. Ceci n'a pas dit d'arrêter le processus en cours en particulier celui de la Croatie.

En même temps Paris voulait forcer Dublin de faire sorte qu'un deuxième référendum ait lieu et pour cette initiative a voulu que les autres 25 États-membres le soutiennent ce qui pouvait sembler un moyen plus forcé que diplomatique. Finalement le référendum a été fixé par Dublin pour le mois de novembre 2009.

Quant au conflit Russie-Géorgie la réaction de la France en tant que chargée de la présidence était plutôt faible. En un premier temps Paris a choisi de patienter et de trouver un accord avec les États-Unis. La France ne voulait pas risquer ses liens diplomatiques avec aucun des partis en conflit. Mais au cours du conflit Paris devait se positionner et confronter avec la Russie car dû aux attaques massives des forces russes de différents intérêts français ont été mis en danger en Géorgie. Les partenaires européens n'ont pas particulièrement apprécié la politique excentrique de la France surtout que Sarkozy est parti pour Moscou pour trouver un accord sans avoir le mandat européen préalablement voté par les membres de l'UE.

La crise économique internationale a sérieusement affecté la politique européenne. La France a dû revoir ses priorités. Le message de la crise de 1929 était que dans une telle situation il faut adapter une politique de double structure: il faut intervenir au niveau des États et en même temps il faut intervenir et agir globalement aussi. En Europe finalement les États ont intervenu de manière différente, mais surtout en un premier temps n'ont pas pu mettre en marche un programme commun pour faire face à la crise. Finalement lors du sommet de Berlin en novembre 2008 les États ont décidé de créer un fond d'environs 200 milliards d'euros.

La présidence tchèque a été très mouvementée d'après les événements politiques internationaux. Plusieurs conflits ont caractérisé la politique européenne durant les six premiers mois de l'an 2009 en commençant par le conflit de gas entre la Russie et l'Ukraine, le conflit du Proche-Orient à Gaza, et la crise économique ravageait encore.

La république Tchèque a considéré les points suivant comme réussis:

- Économie, politique commune contre la crise et ses conséquences, rétablissement de la confiance des marchés européens, refus des initiatives protectionnistes. Protection des emplois et relance de la croissance.
- Énergie, la libéralisation du marché énergétique, programme européen des recherches, sécurité énergétique

- Europe dans le monde, solution du conflit de Gaza, partenariat avec l'Orient, élargissement de l'Union européenne, coopération transatlantique, sommets avec le tiers monde.

Suite à la présidence tchèque, la Suède n'avait que de terminer le fonctionnement de l'Europe dans les cadres du Traité de Nice. Sous la présidence suédoise a été terminé le processus de ratification du Traité de Lisbonne. Ainsi la voie s'est ouverte devant les nouveaux moyens de la politique européenne, donc plus initiative dotée d'une coopération plus structurée.

La présidence suédoise a réussi à neutraliser la bombe politique de Vaclav Klaus. Klaus tenait à ce que les décrets de Benes, très contestés par l'Allemagne et la Hongrie ne puissent être révisés. Finalement pour éviter les conflits diplomatiques, l'Union européenne a cédé et a laissé les décrets en place.
La véritable réussite de la présidence suédoise était l'achevement du sommet de Copenhague. Lors du sommet, les membres de l'UE ont réussi à trouver un accord et se sont engagés à continuer la lutte contre le réchauffement.

Un autre facteur qui était particulièrement important aux yeux de la politique hongroise était le fait d'accorder la libre circulation donc sans visa aux ressortissants de la Serbie, du Monténégro et de la Macédoine.
Les États-membres ont accepté le Programme de Stockholm qui devait gérer la continuité de l'élargissement de l'espace Schengen. C'est toujours sous la présidence suédoise qu'ont continué les entretiens avec la Turquie. La Suède a toujours été favorable à ce que la Turquie soit membre bien qu'en même temps s'oppose à ce que l'Island se rapproche de l'Union européenne.

Lors du sommet terminant la présidence suédoise a été annoncé que les États-membres soutiendraient la taxation des transactions monétaires internationales afin d'éviter de nouveaux effondrements des marchés. Malgré cela, selon les analyses ce n'était qu'un résultat partiel et de véritables mesures politiques seraient nécessaires.

Les critiques reprochent à la présidence suédoise l'activité faible dans la réalisation des objectifs fixés lors de la conférence de Copenhague, la mise à l'écart des problèmes relatifs à l'immigration et au crime organisé. C'est sous la présidence suédoise que Herman Van Rompuy, premier président permanent du Conseil européen et Catherine Ashton, Haut représentant ont été élus, celle-ci à l'unanimité des voix.

Quant à Van Rompuy, certains reprochent à la présidence suédoise de s'être courbée devant le veto français au sujet de la candidature de Jean-Claude Junker. Certains ont été même choqués par le fait que les suédois qui ont l'habitude de prêter grande importance à la transparence ont donné cours libre aux luttes cachées des États-membres. Contrairement aux voix critiques, selon notre avis, la tactique des Suédois pour éviter de jeter de l'huile sur le feu en élisant des candidats modestes se voit justifiée. Pourtant la question de savoir dans quelle mesure cette démarche se révèle positive du point de vue de l'image et de la force de l'UE sur le plan international se pose également.

Le plus grand échec des Suédois est de ne pas avoir pu faire des progrès au niveau de la validation et de l'arrangement du droit des citoyens européens aux soins médicaux séjournant dans un autre État-membre, et avec le trio espagnol-belge-hongrois, cette question a été complètement mise à l'écart.

Quant à la PESD (PESC) – figurant parmi les priorités de la présidence – quelques résultats partiels peuvent être mis sur le compte des Suédois :

- Flexibilisation de la conception de l'unité de combat. Par manque de volonté politique, les unités de combat n'ont pas été engagées dans des opérations bien qu'elles soient mobilisables en 10 jours. Sous la présidence suédoise une directive a été pourtant créée pour régler le sujet.
- L'augmentation de l'efficacité du corps de garde-côtes en réduisant la fragmentation et la dispersion. Le Conseil a invité le Comité de créer un plan d'action dans le sujet jusqu'à fin 2010.
- Une nouvelle déclaration a été ratifiée par les partenaires concernant la BITD, mais nous sommes obligés de souligner que des 60 dernières années, d'autres exemples peuvent être relevés, sans aucun progrès considérable.
- Progrès important dans l'ajustement des capacités militaires et civiles et au niveau de la planification et de l'utilisation des capacités. Un plan de travail concret est à rédiger jusqu'à mi-2010 dans le sujet.

La présidence espagnole elle-même affirme pouvoir présenter des acquis dans 144 initiatives sur 148. Parmi les acquis les plus importants le président Zapatero soulève la mise en route de la traité de Lisbonne – sa présidence étant la première à entamer son mandat dans le cadre de la traité – et les démarches effectuées après la crise en faveur de la relance économique.

Parmi ces dernières figure le plan de sauvetage de la Grèce et les décisions complétant la stratégie de 2010 dans deux points cruciaux: en renforçant les garanties pour le succès de la stratégie, et en rectifiant les erreurs de la stratégie de Lisbonne.

La présidence espagnole se revendique donc d'avoir posé la première pierre de l'unité économique et des mécanismes de coordination du gouvernement économique en venant en aide aux États-membres touchés par la crise: une somme de 750 millions d'euros est à mobiliser. (Ici, il faut souligner l'importance de l'activité de marketing d'après-coup dont l'exemple espagnol serait à suivre.)

Les vingt-sept ont pris la décision de faire preuve désormais d'une plus grande sévérité au niveau du pacte de la stabilité et de croissance, et c'était bien la présidence espagnole qui a en premier lieu encouragé les mesures rendant les sanctions possibles dans le domaine. L'objectif du nouveau mécanisme et de la nouvelle réglementation financiers est de pouvoir tracer tout produit et de faire des interventions de prévention afin d'éviter les risques réguliers.

Les Espagnoles ont agi en faveur d'une plus grande transparence des organisations financières. Jusqu'en 2013 l'UE va diminuer progressivement son soutien au secteur financier dans la gestion de la crise.

Des mesures mentionnées ci-dessus on peut soulever l'initiative espagnole rendant possible dès la deuxième moitié de juin la divulgation les résultats des tests de résistance des établissements de crédit européens, donc l'objectif est de calmer les marchés, de rendre les spéculations plus difficile et de restituer l'atmosphère de confidence au sein du marché interbancaire. En outre, les Espagnols ont affirmé leur volonté de défendre la zone euro et de renforcer le rôle et l'autorité de la BCE.

En ce qui concerne le troisième pilier, les objectifs des Espagnols était peut-être trop ambitieux, pourtant au niveau de la sécurité et de la liberté des acquis sont atteints. En accord avec les objectifs fixés, des conventions importantes ont été signées avec l'Amérique latine, qui a atténué la suspension du sommet UE-États-Unis (même si un accord a été conclu sur l'échange des données bancaires).

Dans le cadre de la lutte anti-terroriste plusieurs accords cruciaux (le traité SWIFT) ont été signés en matière de la révision de l'échange des données bancaires. Grâce au traité « Ciel ouvert » signé avec les États-Unis un espace aérien commun transatlantique s'est constitué donnant lieu aux 60 pour cent du transport aérien commercial.
A la fin de la présidence – 3-4 mois plus tard que prévu - un accord s'est fait sur les cadres du Service européen de l'action extérieure dont la fonction de secrétaire général et des deux postes de secrétaire général adjoint seraient remplis par le français Pierre Vilmont, l'italien Stefano Sannio et le Polonais Mikolai Dowgielewicz ou bien l'allemande Helga Schmid.

En outre, la présidence espagnole peut être fière des accords qui renforcent la notion d'égalité, comme le soutien aux victimes des crimes sexuels par exemple : elle a fait les tout premiers pas vers la réalisation d'une « Observatoire européen de la violence contre les femmes ».
La présidence soulève l'intervention efficace de l'UE lors des tremblements de terre en Haïti et au Chili. Il est pourtant bien connu que le nouveau Haut commissaire et les nouveaux mécanismes du Traité de Lisbonne n'ont pas pu présenter des résultats rassurants dans la gestion de ces crises.

Sous la présidence espagnole non seulement le sommet avec la participation des États-Unis a été annulé : selon les propos du président Zapatero, le prochain sommet de l'Union méditerranéenne, après une négociation avec les institutions de l'UE doit être suspendu à cause d'une nouvelle vague de conflits au Proche-orient pour éviter un nouveau fiasco de la diplomatie européenne.

Tout cela n'a sans doute pas contribué à augmenter l'importance diplomatique de l'UE dans la région, tout en démontrant, à l'aide d'un exemple concret, ce que les experts avait dès l'apparition des plans français : notamment ce que l'Union méditerranéenne manque de conceptions et ne s'est avérée viable. En guise de « récompense » le secrétariat général de cet organe non viable a été pourtant inauguré le 4 mars 2010 à Barcelone.

En outre, certains progrès sont déjà visibles sur le plan de la réduction des charges administratives des entreprises (en particulier dans le cas des petits entrepreneurs), sur le

plan de la ratification de la Stratégie de sécurité intérieure de l'UE (25 février 2010) et au sujet de l'expansion de l'opération EUNAVFOR ATALANTA en Somalie.

Les négociations de libre-échange avec le Pérou et la Bolivie arrivent à la dernière ligne droite et deux nouveaux chapitres de négociation ont été ouverts avec la Croatie. Le Comité a fait preuve d'une attitude positive à l'égard de la demande d'adhésion d'Islande, ainsi le Conseil pouvait entamer les négociations d'adhésion. Le premier sommet du Maroc au eu lieu.

De plus, la présidence a encouragé la popularisation de la conception des véhicules électriques et des réseaux Internet haut débit. Elle a réformé la réglementation relative aux fonds structurels. Les bases du programme Erasmus de la formation des policiers ont été construites et le COSI a été établi.

Après avoir déploré l'annulation du sommet UE-USA les critiques soulèvent l'échec total de la révision financière des fonds spéculatifs, et selon Daniel Cohn-Bendit (Verts) « pratiquement personne ne voit les résultats dont on nous parle », parce que selon les Verts, aucun progrès n'a été fait dans l'UE 2020 - Stratégie pour une croissance et des emplois.

Le 17 et 18 juin, vers la fin de la présidence espagnole, les présidents et les Premiers ministres ont eu l'occasion de connaître le rapport du Groupe Gonzalez qui (sous la direction de Felipe Gonzalez, ancien Premier ministre espagnol) a fait son rapport sur le développement de l'UE pour les 20 prochaines années (2020-2030).

Le Groupe a été créé à l'initiative du président Nicolas Sarkozy dans la 2e moitié de 2007 et malgré l'opposition de nombreux États-membres, craignant l'excessivité des ambitions françaises. A l'origine de l'idée de Nicolas Sarkozy était la possibilité de lever son veto contre l'adhésion de la Turquie « tout en s'appuyant sur les arguments scientifico-philosophiques du groupe », n'assumant ainsi qu'une part de la responsabilité entière.

La Grande-Bretagne et les États de l'Europe de l'Est sont arriver à empêcher que l'élargissement soit inclus dans le mandat du groupe, étant ainsi autorisé à entamer une discussion sur les seules questions relatives à la croissance économique, à la compétitivité économique, à la solidarité sociale, au régime de droit, à la stabilité, à la migration, à la démographie, au changement climatique et au terrorisme international. Le rapport n'esquisse pourtant pas d'alternatives de solution, il se borne à faire le catalogue des grands défis de notre époque – qu'on connaît déjà d'autres sources -, les efforts du groupe s'avérant donc complètement inutiles.

Le 1er juin 2010 la Belgique a pris le relais de la présidence. Comme le président permanent du Conseil européen est un Belge (Herman Van Rompuy), la présidence belge du Conseil de l'UE pourrait profiter de cette coïncidence heureuse dans la direction de l'UE, tandis que le pays est en train de traverser une crise de récession aggravée par des tendances séparatistes flamandes inouïs.

C'est l'Alliance Néo-Flamande, parti indépendantiste qui a largement remporté les élections parlementaires anticipées du 13 juin 2010. C'est la toute première fois qu'un

parti ayant pour objectif déclaré de long terme la division de la Belgique gagne aux élections. Lorsque la Belgique a pris le relais de la présidence, le pays était dirigé par un Premier ministre par intérim (Yves Leterme), et jusqu'à la fin de la rédaction de notre analyse, les partis censés former une coalition (NV-A, les Socialistes flamands et wallons, les Chrétiens démocrates, les Verts) et Elio Di Rupo, le Premier ministre présumé ne sont pas encore parvenus à un accord. On ne peut pas donc exclure que pareillement à la présidence tchèque une situation chaotique s'installe de nouveau et la présidence hongroise sera obligé de faire miroiter ses capacités d'indemnisation.

Bien que dès le début les Belges aient déclaré qu'ils n'abuseraient pas de la situation et que leur gouvernement ne mettrait pas Herman Van Rompuy sous pression, dans la situation actuelle il est probable que le président du Conseil européen devra jouer un rôle plus actif dans la présidence de son pays.

Conclusion

Des relations de la politique intérieure en rapport avec la préparation à la présidence et les affaires européennes on peut dire que dans les États-membres plus anciens le consensus est plus solidement fondé entre gouvernement et opposition, du moins ils cherchent à montrer une image plus unifiée vers l'extérieur pour que le pays puisse profiter le plus possible de cette occasion. Parmi les nouveaux pays membres les négociations ont été menées à bien dans ce domaine et on a plus ou moins réussi à ne pas inclure les négociations de la campagne électorale parlementaire les acquis dans les affaires européennes, même si le gouvernement a perdu aux élections suivant sa période de présidence.

L'exemple négatif pourrait être la République tchèque (et potentiellement la Belgique) où la présidence européenne a été soumise à la politique intérieure du pays, et se ressemblait à une situation de « canard boiteux », aggravée encore par la chute du gouvernement lors des prochaines élections.

Ces conséquences négatives ont incité l'UE à se laisser guider par le système de « pilotage automatique », tandis que la crise économique aurait nécessité – surtout en réaction à la concurrence chinoise et indienne - des mesures bien ajustées entre les pays membres que même une présidence française beaucoup plus puissante n'avait pu réaliser qu'en partie.
Il nous semble qu'en Hongrie les consultations entre les cinq – et après le changement de gouvernement entre les quatre – partis parlementaires ont réussi à former un minimum national grâce auquel la Hongrie pourra tirer profit de ses efforts unifiés sur le plan international.

En ce qui concerne la préparation à la présidence que les États-membres plus expérimentés entament la procédure concrète de préparation relativement tard, un ou deux ans avant, tandis que les nouveaux États-membres trois ou quatre ans avant le début de leur mandat effectif. Le nouveau système de trios a pourtant incité les États-membres à commencer les négociations sur les objectifs communs relativement tôt, et en outre, nombreux sont les dossiers que les sortants transmettent aux entrants ou bien ceux qui restent actifs à travers plusieurs trios (le Traité de Lisbonne, politique énergétique et climatique).

Tableau n° 1. - Comparaison de la cadence et des coûts des périodes de préparation à la présidence entre 2008 et 2011.

	Période en question	Début de la préparation	Budget (en millions d'euros)	Coûts PR
Présidence slovène	2008 /1	2005 (~3 ans)	62	n.c.
Présidence française	2008/2	2007 (~1 an)	190	15
Présidence tchèque	2009/1	2007 (~2 ans)	124.5	10.4
Présidence suédoise	2009/2	2007 (~2 ans)	80.1	65
Présidence espagnole	2010/1	2008 (~1.5 ans)	83 (+23 million pour les coûts préparatoires)	5.2
Présidence belge	2010/2	Mai 2008 (?) (~2.5 ans)	90	n.c.
Présidence hongroise	2011/1	Début 2007 (~4 ans)	96.3	n.c.
Présidence polonaise	2011/2	2008 (~3 ans)	102.9	n.c.

Créé par András István Türke

En même temps il faut tirer l'attention sur le fait que l'analyse de l'intensité et du processus de préparation à plusieurs niveaux est assez complexe et il serait une ambition démesurée de le faire en tenant en compte tous les détails. Il serait donc possible qu'une présidence entame formellement le processus de préparation bien que le processus de préparation effectif ne commence que plus tard. La présidence suédoise avait par exemple commencé ce processus 2 ans avant son mandat, mais elle n'en a présenté les priorités et le programme er les résultats « concrets » au grand public que relativement tard. En ce qui concerne la préparation de la Hongrie, elle suit le rythme habituel et avance comme prévu.

Tableau n° 2. - Tableau comparatif de la structure des présidences

	Institutions existantes, permanentes et/ou coordinateurs en chef	Institutions temporaires ou créées ultérieurement et/ou coordinateurs en chef
Présidence slovène 2008/1	- Janez Lenarcic, secrétaire d'Etat (Office des Affaires européennes) - Ministère des Affaires étrangères - Représentation permanente auprès de l'UE	- CWG (Premier ministre, ministre des finances, ministre des Affaires étrangères, ministre chargé de l'administration publique) - Groupe opérationnel et groupes de projet
Présidence française 2008/2	- SGAE - Secrétariat d'Etat des Affaires européennes : Jean-Pierre Jouyet - Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères - Gilles Briatta : haut conseiller du Premier ministre pour les Affaires européennes	- cellule PFUE (Florence Ferrari) - Pierre Heilbronn : coordinateur de la PFUE - SRGPFUE : Claude Blancemaison, secrétaire général de la présidence française
Présidence tchèque 2009/1	- « Secrétaire du gouvernement », puis Premier ministre - Le cabinet du vice-Premier ministre : Vice-Premier ministre chargé des Affaires européennes (Alexandr Vondra, puis Jan Kohut)	
Présidence suédoise 2009/2	- Cecilia Malström : Ministère des Affaires européennes - Frederik Reinfeld, Premier ministre : Cabinet du Premier ministre - Carl Bildt, ministre des Affaires étrangères	COM-09 : Kristina Zetterström
Présidence espagnole 2010/1	- Miguel Angel ministre chargé de coopération et des Affaires étrangères - Diego López Garrido, secrétaire d'Etat pour l'Union européenne	n/a
Présidence belge 2010/2	- Olivier Chastel secrétaire d'Etat des Affaires étrangères - Yves Leterme, ministre des Affaires étrangères	n/a
Présidence hongroise 2011/1	- Péter Balázs, puis János Martonyi, ministres des Affaires étrangères	- Comité chargé des préparatifs de la présidence de l'UE (Premier ministre, les leaders des ministères de la justice, des finances, des affaires sociales, secrétaire d'Etat chargé de la sélection du personnel - Jenő Faller, ministère de Affaires étrangères, leader de la Division indépendante de préparation des affaires financières et budgétaires, secrétaire d'Etat - Ministère des Affaires étrangères, Division juridique et de coordination UE, Gábor Iván directeur européen et directeur européen
Présidence polonaise 2011/2	- Premier ministre/Conseil des ministres - Comité européen du Conseil des ministres	- Délégué du gouvernement pour la préparation des organes administratifs du gouvernement à la présidence de l'UE - Groupe-conseiller des affaires budgétaires, logistiques, de sécurité, de promotion et de la culture

Créé par András István Türke

Au niveau du budget des présidences, une différence d'ordre de grandeur se manifeste entre le budget des petits pays membres (62 millions d'euros pour la Slovénie) et celui de la France, s'élevant à un montant trois fois plus grand (190 millions d'euros). Le budget de la Hongrie – dans la mesure où ses dépenses suit le scénario préétabli – peut être classé relativement généreux, dépassant celui de la présidence suédoise et emboîtant le pas de la présidence polonaise qui ne dispose que d'un budget relativement limité (102.9 millions d'euros). (Au cours de l'automne 2010 le budget a été recalculé et en décembre 2010 les Hongrois ne calculent qu'avec 80 millions d'euros.)

Tableau n° 3. - Les priorités communes et points divergents à la lumière des événements de la politique mondiale et les objectifs préétablis par les présidences

	Les principaux sujets/les événements majeurs	Les principaux sujets : les oppositions au sein de l'UE	Intérêt national
Présidence allemande	- Traité de Lisbonne - Elargissement de l'espace Schengen - La question du Kosovo - Politique énergétique et protection du climat	- Accélération du processus d'adhésion de la Croatie	- Eviter la réduction de la TVA dans l'industrie hôtelière
Présidence portugaise			
Présidence slovène		- Bloquer l'adhésion de la Croatie	- Bloquer l'adhésion de la Croatie (à cause de la question de la baie de Piran)
Présidence française	- politique climatique et énergétique - migration - Union méditerranéenne - PESD/PESC - Gestion de la crise économique	- opposition à l'adhésion de la Turquie - freiner le processus d'élargissement - porter une solution « européenne » au conflit géorgien - « gestion paneuropéenne de la crise » - Accélération de la politique climatique commune	- réduction de la TVA dans l'industrie hôtelière - la réforme de la eTVA
Présidence tchèque		- accélération du processus d'élargissement - s'oppose à l'Union méditerranéenne - porter une solution favorable aux USA à la question géorgienne - s'oppose à la gestion de crise nationale et au protectionnisme	- moins de UE, plus de USA
Présidence suédoise		- encourage l'adhésion de la Turquie (objectif : progrès considérable dans le projet Nabucco) - accélération du processus d'élargissement - s'oppose à l'Union méditerranéenne - gestion de crise « libérale », opposition au protectionnisme - accélération de la politique climatique commune	- encourager la stratégie pour la mer Baltique
Présidence espagnole	- gestion de la crise économique mondiale - politique climatique et énergétique - Traité de Lisbonne - l'UE comme acteur global (logo et slogan commun)	- encourager l'Union méditerranéenne, négliger l'Union de l'Europe de l'Est - encourager l'adhésion de la Turquie	- stratégie de Lisbonne - PAC - Utilisation des eaux
Présidence belge		- négliger l'Union méditerranéenne - s'opposer à l'adhésion de la Turquie (?)	- Politique africaine (RDC)
Présidence hongroise		- négliger l'Union méditerranéenne (couperait les ressources de la région orientale) - en faveur des V4 ou de la coopération tchèque-hongroise-polonaise (Union de l'Europe de l'Est ?)	- Balkans de l'Ouest (adhésion de la Croatie) - Partenariat de l'Est - Politique de minorité
Présidence polonaise	- Point commun : politique de la mer	- Union de l'Europe de l'Est ou Union de la mer Baltique au lieu de l'Union méditerranéenne	
Présidence danoise			
Présidence chypriote			- S'opposer à l'adhésion de la Turquie

Créé par András István Türke

Il n'est pourtant pas rare qu'un écart considérable se montre entre les budgets préétablis et les dépenses effectives. Pour cette raison il est sensé de faire une réserve dans le budget, ou bien – comme a fait la présidence française – il est possible d'établir une « cour des comptes à cet effet qui contrôle de manière régulière et minutieuse les dépenses de la présidence.

En ce qui concerne les cadres organisationnels on peut rencontrer des solutions très diverses. Dans certains pays c'est un « haut-commissaire » qui surveille tout, dans d'autres, cette tâche est déléguée à des organes déjà existants ou à côté des existantes, de nouvelles institutions sont créées à cet effet (surtout en France).

Les priorités des trios sont en partie l'héritage des présidences précédentes, en partie formées en accord avec leurs intérêts nationaux et elles sont soumises à une obligation de compromis entre les trois États en question. En dehors des négociations habituelles le président français a fait un effort (en vain) de faire signer faisant signer un pacte aux Tchèques pour consolider ses objectifs. La réalisation des intérêts français s'est heurtée à de nombreux obstacles – elle s'est heurtée aux intérêts d'autres pays (objection à l'adhésion de la Turquie, le ralentissement du processus d'élargissement, le protectionnisme comme moyen de gérer la crise économique mondiale, le rapport à la Banque centrale européenne).

Des débats sérieux n'ont éclaté qu'autour des événements inattendus (conflit géorgien, crise économique etc.) ; la négociation des dossiers européens les plus importants (Traité de Lisbonne) a été retardée ou même ajournée, ou bien le désaccord a été résolu entre les pays ayant déjà terminé leur présidence grâce à un compromis (pacte sur le changement climatique). Cela implique un danger pour la présidence en vigueur : les sujets délicats ou risqués peuvent facilement laissés de côté, et risquent d'être retransmis aux présidences suivantes (il suffit de rappeler les problèmes de ratification du Traité de Lisbonne que la présidence française a léguée à la présidence tchèque et suédoise).

Depuis la présidence française, les tracasseries communautaires autour de la question de l'Union méditerranéenne constituent un problème constant pour chacun des trios, surtout parce que à l'exception des présidences française et espagnoles les autres présidences ne se passionnent pas trop pour ce sujet.
(Il est significatif que sous la présidence espagnole le sommet actuel de l'Union méditerranéenne était annulé.) L'Union méditerranéenne se confronte d'une part avec le projet de l'Union de la mer Baltique (Suède, Danemark, Pologne), d'autre part avec le projet de l'Union de l'Europe de l'Est (République tchèque, Hongrie, Pologne). Il s'agit ici de la question de la répartition des ressources limités de l'UE: doter quelle région au détriment de quelle autre région.

En outre, les ambitions politiques des « grands États » - la France et la Pologne sont mis en évidence, auxquelles s'oppose l'Allemagne pour des raisons financières et politiques, tout en étant le plus grand financeur du budget de l'Union européenne. L'adhésion de la Croatie soulève la mêle problématique. Cette cause est soutenue par les pays en question, même s'ils sont pas d'accord du rythme, pourtant la Slovénie a engendré une situation paralysée pareille au débat gréco-macédonien, et les signes visibles ne font pas suggérer

qu'elle serait intéressée par l'accélération du processus d'adhésion pour la Croatie tandis que ses intérêts nationaux ne sont pas réalisés.

En ce qui concerne le sujet de la réalisation des intérêts nationaux et les détails du contexte politique mondial, outre de reproduire les mêmes détails, on ne peut que confirmer des régularités connues par tout le monde. Les grands États (p. ex. la France) réalisent leurs priorités plus facilement que les plus petits (p. ex. la République tchèque), qui ne peuvent compter occasionnellement que sur les capacités de manœuvre de leurs diplomates (p. ex. la Slovénie).

Deuxièmement, l'évolution de la politique de voisinage coïncide systématiquement avec les déterminations géographiques (coopération méditerranéenne contre partenariat de l'Est).

Troisièmement, dans la gestion des événements imprévisibles sur le plan mondial les acteurs hors de l'UE, tout en négligeant la présidence actuelle, cherchent les possibilités de coopération et de négociation avec les grandes puissances « traditionnelles » dont le pouvoir est indépendant de l'UE (conflit géorgien).

En guise de conclusion on peut dire que pour la présidence hongroise, il serait avisé de freiner le processus d'adhésion de la Turquie et de faire des études d'impact au lieu d'emprunter automatiquement le point de vue américain – ou au moins d'éviter de faire une prise de position concrète, tout en accélérant le processus d'adhésion pour la Croatie. Ses propositions doivent être issues de compromis, mais sa partialité ne lui permettra peut-être pas de jouer le rôle de médiateur entre la Slovénie et la Croatie. Il serait déconseillé de se mêler dans la « lutte des régions » et de faire campagne pour la coopération de l'Europe de l'Est sans tout d'abord faire preuve d'une certaine sensibilité tactique à l'égard de l'Union méditerranéenne et de la coopération de mer Baltique, si possible, en faisant des compromis intelligents avec les partenaires. L'ouverture au compromis s'est déjà manifestée, même si pas sous sa forme la plus convenable - dans le pacte Sarkozy-Topolánek.

Au lieu d'amplifier les acharnements et de renforcer l'opposition des camps ; ma présidence hongroise devrait plutôt jouer le rôle de pont que sa condition de petit État lui facilite, parce qu'elle ne doit pas prendre en compte les « objectifs cachés des grandes puissances » comme dans le cas de la France ou la Pologne. Cependant, si les sujets traditionnellement liés à la Hongrie, tels que la politique de minorité, sont bien habillés, ils peuvent tirer l'attention de l'UE, car une conséquence naturelle de la récession économique est l'amplification des oppositions intérieures. Et si elle s'ajoute à l'amplification d'une douzaine de zones de conflit existantes dans l'UE, cela risque de menacer l'intégrité de toute l'Union européenne.

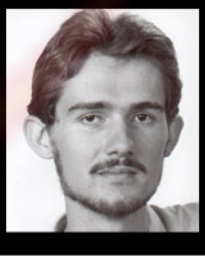
- L'Institut Europa Varietas s'engage à donner accès à la bibliographie de l'analyse sur demande. -

INSTITUT EUROPA VARIETAS (EuVI)
http://www.europavarietas.eu

Les Analyses de l'EuVI | ISSN : 2061-9812 | **Editeur :** Fondation Europa Varietas - 1135 Budapest, Szent László út 15. 5. em. 8. | **Rédacteur en chef :** András István Türke Ph.D |
© 2009-2010
info(@)europavarietas(point)eu

© Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par procédés réservés pour tous pays

présidence slovène 1/2008 - http://www.eu2008.si
présidence française 2/2008 - http://www.eu2008.fr
présidence tchèque 1/2009 - http://www.eu2009.cz
présidence suède 2/2009 - http://www.eu2009.se
présidence espagnole 1/2010 - http://www.eu2010.es
présidence belge 2/2010 - http://www.eutrio.be
présidence hongroise 1/2011 - http://www.eutrio.hu
présidence polonaise 2/2011 - http://prezydencjaue.gov.pl



Ancien visiting fellow de l'EUISS et de la Commission de Défense de l'Assemblée de l'UEO, **András István Türke** est docteur de Paris III-Sorbonne. Il a effectué sa thèse sur l'évolution de la défense européenne et travaille aujourd'hui comme chercheur associé de plusieurs instituts de recherche en France et en Hongrie

Institut Europa Varietas

Fondation Europa Varietas
1135 Budapest (Hongrie), Szent László út 15. 5. em. 8.

info@europavarietas.eu
www.europavarietas.eu